

# Rouge

LE PEN  
Plus que jamais,  
empêcher  
la banalisation

P 3/4

M 1578 N°1148 6,50F

Hebdomadaire de la Ligue communiste révolutionnaire (IV<sup>e</sup> Internationale)

22 au 28 février 1985

**NOUVELLE-CALEDONIE**

**Les gendarmes de Mitterrand  
matraquent les Kanaks  
et protègent l'extrême droite**



# Le gouvernement accueille l'apartheid

Par Jean-Jacques Laredo

Que le ministre des Affaires étrangères reçoive un homologue étranger de passage à Paris, cela n'a pas de quoi surprendre. Ce qui, en revanche, ne prête pas à rire, c'est que ce ministre en voyage s'appelle Roelof « Pik » Botha et qu'il dirige la diplomatie sud-africaine. Cette réception est révélatrice et scandaleuse. Révélatrice parce qu'elle marque l'ajustement des relations politiques officielles avec les relations économiques existantes. Scandaleuse car elle banalise les liens avec le régime de l'apartheid et empêche son isolement international.

L'Afrique du Sud, ce n'est pas simplement un pays qui bafoue les droits démocratiques de ses citoyens, comme d'autres pays d'Afrique. C'est un régime où le racisme est inscrit dans la loi, dont les initiateurs se réclamaient du nazisme et qui transforme la population noire en étrangère dans son propre pays.

Au même moment, une série de procès se préparent en Afrique du Sud. Les accusés, dirigeants de fronts d'opposition et d'organisations syndicales, risquent des peines allant jusqu'à vingt-cinq ans de prison ou la peine de mort.

Le Quai d'Orsay peut toujours faire de la rhétorique sur sa condamnation de l'apartheid, il n'empêche que la collaboration économique n'a pas eu trop à souffrir des gouvernements qui se sont succédé depuis le 10 mai. Pour les onze premiers mois de 1984, les exportations françaises ont augmenté de 20 % et les importations, entre autres de charbon, de 35 %. Quelques déclarations un peu désagréables, ce n'est pas cher payer pour la centaine de firmes françaises implantées en Afrique du Sud qui exploitent la main-d'œuvre noire. Les masses noires sud-africaines chercheraient en vain les bienfaits du maintien obstiné des relations entre Paris et Pretoria.

A l'heure où les campagnes racistes continuent à se développer en France, c'est un même mouvement qui doit les combattre et dénoncer la collaboration avec l'apartheid. Face à nous, ce sont les mêmes ennemis qui prônent « La France aux Français » et sont aux avant-postes de la défense de l'Afrique du sud raciste.

## PAYS BASQUE Un communiqué de la LCR

Après la série d'attentats qui a visé des militants basques, la section du Pays Basque de la LCR a fait paraître un communiqué dans la presse régionale, pour exprimer ses positions et son indignation devant de tels actes. Nous le reproduisons ci-dessous.

« Il y a une semaine, a eu lieu l'attentat dont Xabier Manterola, militant abertzale connu, est par chance sorti vivant. Cette semaine, l'attentat contre Christian Casteigts qui n'avait apparemment pas d'activité militante le laisse dans un état désespéré.

« Aucun de ces deux attentats n'a été revendiqué. On peut cependant en voir l'objectif : l'intimidation physique des militants ou sympathisants abertzales du Pays Basque nord. Et ce sont manifestement des secteurs d'extrême droite qui en sont responsables.

« La section LCR du Pays Basque :

- Constate l'inefficacité du plan Eclat des forces de police contre les auteurs de ces attentats. Elle rappelle que, parallèlement, des miliciens du GAL sont relâchés, que le droit de manifester en faveur de revendications démocratiques (statut de réfugié ou statut de prisonnier politique) est bafoué, et que la police n'hésite pas à répandre de fausses informations (comme dans les heures qui ont suivi l'attentat contre Manterola).

- Dénonce ces attentats et appelle l'ensemble du mouvement ouvrier, l'ensemble des organisations et associations démocratiques, à leur opposer un riposte unitaire et de masse. Aujourd'hui, des militants et sympathisants abertzales, demain ce seront des militants des organisations ouvrières ou démocratiques qui seront visés.

- Appelle à participer à la manifestation qui aura lieu ce samedi 9 février à Bayonne. « Le 6 février 1985. »

## CORSE Le racisme quotidien

Ajaccio, le 8 février au soir. Un navire de la SNCM à destination de la Tunisie arrive dans le port. 450 jeunes lycéens doivent y embarquer pour un voyage organisé. Durant la traversée Marseille-Ajaccio, un employé du bar s'en est pris à un passager tunisien et une altercation s'en est suivie.

A Ajaccio, l'embarquement des lycéens se fait normalement mais le navire prend du retard, des hommes du navire

craignant d'avoir à subir des « représailles » de la part de passagers une fois arrivés en Tunisie...

Sur ce, Celli, élu du Front national à l'assemblée régionale, arrive au bateau et déclare qu'il n'est pas acceptable de laisser ainsi sans sécurité « 450 jeunes corses avec 1 200 Maghrébins ». Il fait tant et si bien qu'il réussit, malgré des protestations du proviseur du lycée, à convaincre les parents des élèves de faire débarquer les lycéens !

Incident qui, du début à la fin, en dit long sur le climat raciste irrationnel qui se développe aujourd'hui. Ce qui en dit long aussi, c'est la passivité des responsables de l'Education nationale ou de la préfecture devant une telle situation. En disent long également les vagues communiqués de protestation de syndicats et partis de l'île...

Nos camarades de A Fiumara ont immédiatement sorti un tract sur les lycées dénonçant les agissements racistes du FN et exigeant une réaction unitaire... La proximité des cantonales aide visiblement au silence de beaucoup sur cette affaire.

## FRESNES Une soirée antifasciste

Aux dernières municipales, à Antony, une liste d'opposition avait gagné contre une liste dirigée par l'ancien maire communiste. Le nouveau maire, Patrick Devedjian, membre du RPR, n'est pas un inconnu des antifascistes. Ancien membre du PFN, il dirigeait, entre autres, les commandos d'extrême droite à Nanterre en 1968. On retrouve aussi, par exemple, à la table du conseil municipal, Jean-Yves Le Gallou, secrétaire général du Club de l'horloge.

A la suite de cette élection, un comité antifasciste et antiraciste s'est créé. Il organise une soirée antifasciste à la MJC de Fresnes, 2, avenue du parc des Sports à Fresnes, commune voisine d'Antony. Cette soirée, qui commencera à 20 h 30, débutera par la projection du film de Stephan Lejeune, *Orchestre noir*. Les réalisateurs ont suivi « durant trois ans, ces militants actifs du néo-fascisme moderne ». Ils ont « réussi à filmer leurs actions sur le terrain et l'entraînement armé, à infiltrer leurs réunions secrètes, à identifier leurs contacts ».

La projection de ce film sera suivie d'un débat avec Edwy Plenel ou Alain Rollat, journalistes au *Monde* et auteurs du livre *L'Effet Le Pen*.

## URSS La mort d'un dissident arménien

Nous avons reçu ce communiqué du Comité d'information et de défense des prisonniers politiques arméniens dans le monde (CIDPPAM) :

Le CIDPPAM vient d'apprendre avec consternation la mort d'Edvart Aroutounian.

Membre fondateur du Groupe de surveillance des accords d'Helsinki d'Arménie soviétique, il vient de suc-

comber aux maladies graves qui l'accablaient. Nous n'avons pour l'instant aucune information précise quant à la date de sa mort.

Le CIDPPAM avait engagé une campagne de soutien pour obtenir sa libération et avait à ce titre sensibilisé l'opinion publique française et arménienne sur les risques majeurs que faisait peser son incarcération dans les camps.

Sa mort s'ajoute au long cortège des prisonniers d'opinion qui ont péri dans les camps soviétiques au mépris des règles humanitaires les plus élémentaires.

CIDPPAM : boîte postale 157, 75463 Paris cedex 10.

Prochainement

Une brochure sur le Front national

Une menace et ses limites

Passez

VOS

commandes

Ce que veut le FLNKS. Où va le PCF ? Les menaces et les limites du Front national. Comment affirmer une gauche anticapitaliste ?

A chacune de ces questions de l'heure, nous avons consacré une brochure simple, qui apporte des éléments d'analyse, des faits, des documents et les réponses de la LCR. Les grands moyens d'information font tout aujourd'hui pour désinformer et masquer la réalité.

Chacune de ces brochures est un antidote, une

arme face aux falsifications et au silence des médias.

Une arme et un antidote pour développer la solidarité internationaliste, le combat unitaire contre l'extrême droite, le dégauchissement d'une alternative anticapitaliste, le débat dans le mouvement ouvrier et parmi les travailleurs.

Les lire et les diffuser est un acte militant.

Passez vos commandes à la PEC, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil. 10 francs l'exemplaire.

ABONNEMENT A DOMICILE			Nom _____
	FRANCE DOM-TOM	ETRANGER	
1. AVEC LA PRESSE DE LA LCR 52 Rouge + 11 Critique communiste + les numéros hors série de Critique communiste	450 F	500 F	Prénom _____
2. SIX MOIS D'EXPERIENCE DE L'HEBDO ROUGE 6 mois = 24 numéros	160 F		
3. CONNAITRE LE MENSUEL CRITIQUE COMMUNISTE 1 an = 11 numéros	150 F	170 F	Adresse _____
4. CAHIERS DU FEMINISME 5 numéros	65 F	75 F	
5. INPRECOR 1 an = 25 numéros	250 F	250 F	Formule choisie _____
Abonnements par avion : nous consulter			Règlement à l'ordre de PEC, 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil Tél : 859 00 80

# Rouge

- Edité par la société Presse-Edition-Communication (PEC)
- Imprimerie Rotographie, Montreuil. Tél : 859 00 31
- Directeur de publication : Christian Lamotte
- Commission paritaire 63922
- Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil. Tél : 859 00 80 (lignes groupées)



LE PEN

# Plus que jamais empêcher la banalisation

*Le Front national est désormais au cœur du débat politique dans l'Hexagone. Cela traduit la banalisation et le renforcement d'un courant dangereux pour les libertés et pour le mouvement ouvrier. Plus encore qu'à l'occasion des dernières élections européennes, la lutte de masse contre l'extrême droite est un axe permanent d'activité des militants ouvriers.*

Les élections européennes du 17 juin dernier avaient cristallisé un « effet Le Pen ». La période qui nous sépare des législatives de l'an prochain va être marquée par l'omniprésence du Front national dans le débat politique. C'est au moins le mérite des révélations publiées par *Libération*, le 12 février, que de le faire apparaître clairement. En ce sens, cette nouvelle « affaire Le Pen » agit comme un formidable révélateur.

● **Révélateur du véritable visage de la réaction.** Confronté à la réalité des tortures pratiquées en Algérie par l'ancien député poujadiste, un mythe abondamment véhiculé ces derniers mois s'effondre. Il n'est plus de frontière séparant une opposition « républicaine » d'une extrême droite « factieuse ».

## Un formidable révélateur

Au-delà des nuances qui les opposent, toutes les composantes du camp bourgeois apparaissent unies sur l'essentiel : leur désir de revanche, leurs intérêts de classe, leur commune haine des peuples en lutte pour leur émancipation. A Bigeard trouvant « inutile de remuer la merde », répond l'éditorialiste du *Quotidien de Paris*, Dominique Jamet : « N'y a-t-il pas quelque indécence à faire intervenir dans le débat politique français, contre un officier français, jadis leur adversaire, cinq anciens militants nationalistes, aujourd'hui algériens. » Pour un peu, ce plumitif qui vouait récemment le président du FLNKS au peloton d'exécution demanderait qu'on décore Le Pen pour services rendus à la patrie.

● **Révélateur de la crise de la droite traditionnelle.** L'affaire Le Pen a contraint le RPR et l'UDF à étaler publiquement leurs hésitations sur l'attitude à adopter envers le Front national, à l'occasion des

prochaines échéances électorales. L'une et l'autre de ces formations sont soumises à la concurrence directe de l'extrême droite. Ainsi, dans le Midi et sur tout le pourtour méditerranéen, là où Le Pen recueille 20 % des suffrages voire davantage en juin dernier, il n'est pas exclu que le Front national arrive en tête des candidats de l'opposition, le 10 mars. D'ores et déjà, les secteurs « durs » de la droite se montrent sensibles à la pression des « lepenistes ». A Toulon par exemple, Pierre Sergent, ex-chef de l'OAS-Méto, aujourd'hui reconverti au CNIP (l'ancien parti de Pinay, autrefois très lié au RPR), a retiré sa candidature au profit du Front national. Quant au candidat RPR, il hésite à faire de même.

Dès lors, les états-majors giscardien et chiraquien développent une tactique à trois dimensions. Ils multiplient les candidatures communes pour conjurer un tel bouleversement du paysage politique. Parallèlement, ils puisent dans cette situation un nouvel argument contre toute réforme du mode de scrutin, accusée de favoriser l'essor de l'extrême droite. Mais dans le même temps, ils laissent la porte ouverte à des alliances locales avec le Front national. « J'aime mieux un élu UDF qu'un élu RPR, un RPR qu'un Front national, un Front national qu'un PS ou PC », s'exclame l'UDF Gaudin. Et son collègue Toubon renchérit : « Le RPR n'a pas d'hostilité avec le courant du Front national. »

● **Révélateur enfin de l'impuissance de la gauche à répondre au phénomène Le Pen.** Le PS voudrait bien utiliser la montée d'un courant s'inspirant de la tradition fasciste, pour faire oublier la politique gouvernementale d'austérité et remobiliser l'électorat populaire autour de lui. Mais il entend surtout éviter qu'une riposte de masse s'organise. En polarisant les affrontements, celle-ci risquerait de ruiner les efforts de Mitterrand pour diviser la droite et en

détacher à son profit la fraction hostile à une alliance avec le Front national. Jean Daniel, dans la dernière livraison du *Nouvel Observateur*, résume fort bien le dilemme des hiérarques de la rue de Solferino : « Une alerte au fascisme qui serait prise au sérieux, si elle est susceptible de revigorer les énergies d'une gauche incertaine, peut aussi susciter au centre et dans le marais le sentiment obscur qu'il serait après tout préférable d'avoir au pouvoir une droite libérale qui conjure le danger de l'extrême droite, plutôt qu'une gauche socialiste qui en suscite l'existence et en exaspère les manifestations. » On assiste donc à une valse-hésitation tragi-comique. A Jean Poperen annonçant bruyamment à la télévision une « campagne politique contre le Front national et contre Le Pen », s'est opposé, quelques jours plus tard, Michel Charzat : « Il n'y aura pas de campagne spécifique coordonnée sur plusieurs semaines, avec tracts, réunions ou livre anti-Le Pen. »

Ces atermoiements favorisent une relance de la division entre les ex-partenaires de l'Union de la gauche. Dans *l'Humanité* du 15 février, le bureau politique du PCF vient de suggérer que le PS cherchait à faire diversion : « Le moyen décisif, c'est de s'attaquer résolument aux difficultés sur lesquelles la démagogie de Le Pen prend appui. C'est l'aggravation de la crise qui rend possible la montée de l'extrême droite. » Le diagnostic n'est évidemment pas contestable, même si le parti de Marchais ferait bien de s'interroger sur les effets désastreux des initiatives de certains de ses édiles pour limiter le nombre d'immigrés dans leurs communes. Reste qu'à s'en tenir à ce seul constat, on risque fort de conduire les travailleurs à la passivité et, à terme, à de graves défaites. N'oublions jamais que, dans les années trente, les mêmes arguments étaient avancés par les dirigeants communistes. Avec les conséquences funestes que l'on sait. Et ce n'est pas l'indéfinissable « nouveau rassemblement populaire majoritaire » qui peut offrir la moindre perspective au monde du travail face à la propagande de l'extrême droite.

## Un combat permanent

La montée du parti de Le Pen constitue désormais une réalité appelée à durer. Nul ne peut en douter, elle n'aura pas un caractère éphémère. Elle traduit en effet un

certain état du corps social et plonge ses racines dans la crise économique comme dans le vaste sentiment d'insécurité qui l'accompagne. Et elle s'alimente tout à la fois du discrédit des partis de gauche après trois ans et demi de pouvoir et de l'inaptitude des chefs de la droite à définir un projet crédible, susceptible de refonder leur unité.

Lentement et sûrement, le Front national fait sa pelote, structure son organisation, renforce son dispositif militant. Dans chaque région ou presque, il dispose à présent d'un état-major de campagne capable de rivaliser avec les appareils politiques dominants. Chaque jour, il récupère des transfuges du RPR et de l'UDF qui ne supportent pas la paralysie de leurs formations, des petits-bourgeois exaspérés par les difficultés économiques ou des travailleurs écoeurés par l'action du PS et du PCF. Laisser se stabiliser un tel courant, sur la base de la démagogie xénophobe de Le Pen, constituerait inmanquablement un nouveau facteur de démolition du mouvement ouvrier.

Dans ces conditions, sous-estimer la menace serait criminel, même si la situation n'est pas comparable à la période de montée du fascisme, dans l'entre-deux-guerres. Plus encore qu'à l'occasion de la campagne des élections européennes, la lutte contre l'extrême droite doit être un axe permanent d'activité des militants ouvriers.

Ce combat est inséparable de l'action contre l'austérité patronale et gouvernementale. Les mobilisations qui se développent contre les parades de Le Pen représentent des encouragements précieux à l'action des travailleurs. Dans toute la France, ce sont des dizaines de milliers de personnes qui descendent dans la rue (voir page 4). De nouveaux secteurs de la jeunesse et de l'immigration se dressent contre le racisme. C'est dire que la riposte la plus massive aux parades du Front national est un des moyens par lequel la classe ouvrière peut se remobiliser et reprendre l'offensive.

Comme c'est déjà actuellement le cas, pas une initiative, pas une provocation de Le Pen ne doit rester sans réponse de masse et de rue. Aucune organisation ouvrière, politique et syndicale, aucune association démocratique et antiraciste ne doit s'en tenir à l'écart car c'est la condition du rassemblement le plus vaste. De même qu'au printemps dernier, la LCR engagera toutes ses forces pour la réussite de ces démonstrations.

Christian Picquet

## LE PEN

## La torture conduit au fascisme

*Le Pen a torturé. Le Pen défend la torture... La droite s'accommode tant bien que mal de cet encombrant personnage. La gauche officielle est impuissante. De quoi justifier une longue campagne de sensibilisation et d'explication en profondeur, y compris à propos de la torture.*

Confronté aux témoignages de ses victimes, torturées par ses soins dans les premiers mois de l'année 1957 à Alger, Le Pen n'a cessé de se contredire dans ses tentatives pour justifier un passé qu'il n'entend en aucun cas renier.

Au demeurant, quelles que soient ses dénégations d'aujourd'hui, l'ancien officier de renseignement du 1<sup>er</sup> REP de janvier à mars 1957 était déjà passé aux aveux dans une interview accordée à *Combat*, le 9 novembre 1962 : « Je le sais, je n'ai rien à cacher. J'ai torturé parce qu'il fallait le faire. Quand on vous amène quelqu'un qui vient de poser vingt bombes qui peuvent exploser d'un moment à l'autre, et qu'il ne veut pas parler, il faut employer des moyens exceptionnels pour l'y contraindre. C'est celui qui s'y refuse qui est le criminel car il a sur les mains le sang de dizaines de victimes dont la mort aurait pu être évitée. »

Le Pen comme Massu et quelques autres se sont toujours réfugiés derrière les

« nécessités » de la guerre et « l'efficacité de leur mission » pour soutenir qu'ils n'avaient fait que « leur devoir » sur ordre du gouvernement. Les ministres de l'époque, aujourd'hui mis en cause une nouvelle fois, prétendent, eux, qu'ils ne savaient pas, ou pas tout, et qu'en tout cas, ils n'avaient pas voulu cela. Faut-il leur rappeler les propos de Paul Teitgen, secrétaire de la préfecture d'Alger, chargé au moment des faits de la police générale, lors du procès qui l'avait opposé au général Massu en 1972 : « Je confirme que les ministres étaient au courant de ce qui se passait. Massu a fait ce qu'on lui a dit de faire, mais moi, je ne fais pas tout ce qu'on me dit de faire. »

## Au nom de l'efficacité

Quand bien même... L'argument de la non-responsabilité, derrière lequel se réfugient souvent les criminels de guerre, s'abritant derrière le paravent de l'ordre reçu, ne tient pas. Les criminels de guerre nazis l'ont appris à



leurs dépens lors du procès de Nuremberg ; les crimes qualifiés contre l'humanité ne sont pas prescriptibles...

La torture est efficace, comme l'expliquait, en pleine bataille d'Alger, le père Delarue, aumônier de la X<sup>e</sup> division parachutiste, dans « un document explicatif à l'usage des hésitants » : « Des moyens efficaces même s'ils sont inhabituels (...) Un interrogatoire sans sadisme, mais efficace (...) le coupable n'a qu'à s'en prendre à lui-même s'il ne parle qu'après avoir été efficacement convaincu qu'il devait le faire (...) A circonstances exceptionnelles — et pour aussi longtemps qu'elles restent telles — tâches exceptionnelles. »

C'est au nom de ce genre de prêche que des millions de suspects furent torturés par des brutes confortées dans leur bonne conscience. En soi, cela paraît suffisant pour condamner sans appel ces pratiques ignobles, toujours incontrôlables et donc parfaitement inutiles. La gangrène de la torture gagna en outre rapidement « la République tout entière » atteignant des sommets dans cette république qui devait s'avilir dans le pogrom antialgérien du 17 octobre 1961, comme l'a montré P. Vidal-Naquet (1).

Enfin, la torture comme « moyen de lutte », ne peut s'accommoder qu'avec un projet de société fasciste ou semi-fasciste.

Telle est toujours sa finalité ultime, comme le proclamait, le 13 mai 1958, un des hommes de confiance de Massu, le colonel Trinquier, grand spécialiste de la torture : « Ce que nous devons faire ici, c'est organiser la population de haut en bas. Dites que je

suis un fasciste. Mais nous devons rendre la population docile, facile à conduire. Tout le monde doit faire

partie de l'organisation, les gestes de chacun doivent être contrôlés. » Cela commence avec l'accoutumance

publique à la torture...

Jean-Louis Michel

1. *La Torture dans la République.*

## Incendie criminel au local de l'AMR

Un communiqué de l'Alliance marxiste-révolutionnaire :

Dans la nuit du 16 au 17 février 1985, au 42 rue d'Avron, 75020 Paris, un incendie a totalement ravagé les locaux du journal *Pour l'autogestion*, mensuel de l'Alliance marxiste-révolutionnaire (AMR) et de *Sous le drapeau du socialisme* (SDS), revue de la Tendance marxiste-révolutionnaire internationale (TMRI).

Outre les bureaux, tables, fauteuils, chaises, les machines à composer, les tables lumineuses, l'offset, les stocks de papier, les archives et la bibliothèque ont été totalement détruits.

L'origine criminelle de cet incendie ne fait aucun doute (les services spécialisés de la police judiciaire enquêtent) au vu des menaces régulières racistes et fascistes adressées à l'AMR qui mène de façon permanente un combat anti-impérialiste, anticapitaliste et pour l'autogestion sociale généralisée. En particulier, la « une » du dernier numéro

de *Pour l'autogestion* affirmait son soutien total à la lutte du peuple kanak : pour son indépendance, la liberté et le socialisme.

L'AMR et la TMRI s'adressent aux organisations ouvrières et démocratiques, aux militants et individus pour qu'ils manifestent leur solidarité à leur égard, par des messages de solidarité, pour la liberté, la démocratie et le socialisme.

Une souscription est ouverte pour permettre la reconstruction de leurs locaux, l'achat de machines, la reconstitution de leurs archives et de la bibliothèque... Il est nécessaire d'avoir une somme de 300 000 francs le plus vite possible.

Souscription à l'ordre de : *Pour l'autogestion* : CCP 980 61 U Paris, ou *Sous le drapeau du socialisme* : CCP 20 886 36 M Paris.

La rédaction de *Pour l'autogestion* et *Sous le drapeau du socialisme*, 42, rue d'Avron 75020 Paris

## Manifestations massives

Tous les témoignages de nos correspondants sont unanimes : les manifs contre Le Pen qui se déroulent à travers le pays sont dans chaque ville les plus massives qu'on ait vues depuis des années. Les jeunes, immigrés de la deuxième génération au premier rang, fournissent souvent le gros des participants.

● A Belfort, la journée du 13 février fera date. Trois cents à quatre cents personnes passèrent toute la journée à la Maison du peuple transformée en « Forum permanent contre le racisme », impulsé par la CIMADE, le MRAP et la FASTI. Six cents personnes défilèrent dans les rues de 17 h 30 à 19 heures ; la LCR animait la moitié du cortège, la CGT avait mobilisé jusqu'à Peugeot-Sochaux, le MRAP était présent, une volonté unitaire peu commune rassemblait les militants du PCF, de la CGT, de l'extrême gauche. A 20 heures, 1 400 personnes participaient à un meeting à la Maison du peuple en présence de Roger Hanin, Chevènement, un délégué national de la CIMADE, une animatrice de Radio-Bour... Plus que le grand meeting historique de Mitterrand avec Théodorakis !

● A Pontoise, le 11 février, à l'appel d'une dizaine d'associations antiracistes du département, de la LCR, des JCR et du Groupe libertaire de Cergy, près de quatre cents jeunes et immigrés se rassemblaient : une des plus grosses manifs qu'on ait vues sur la ville nouvelle depuis des années. Le soir, Le Pen réunissait tout juste mille personnes dans une salle à moitié vide.

● A Apt, le rassemblement s'est réalisé à l'initiative de la LCR avec l'ASTI, l'union locale CFDT, le MRAP et le SGEN-CFDT. Il regroupait un bon millier de personnes ; des militants du PS et du PCF y participaient en l'absence d'appel de leurs organisations respectives. Le meeting du FN ne rassembla que cent cinquante beaufs.

● A Quimper, deux contre-initiatives ont été organisées. La première, à la veille du meeting, à l'appel de la CGT à laquelle se joignaient la FEN, le PCF, l'UDB, le PSU et la LCR, réunissait cent cinquante personnes ; la seconde, à l'heure du meeting, rassemblait deux cent cinquante antifascistes à la porte du meeting du FN. Dégoulinants de jaunes et désemparés, les crânes rasés durent essayer pen-

dant deux heures une pluie d'œufs.

● A Rennes, une manifestation très combative a rassemblé plus de 1 500 personnes.

● Au Mans, après une manifestation de mille personnes, une réunion s'est tenue à l'appel du Collectif sarthois d'initiative antiracisme et antifascisme. Les participants ont souhaité voir se poursuivre et s'amplifier les initiatives et ont décidé de se constituer en collectif par adhésions individuelles. Celui-ci est soutenu par la LCR, les JCR, le PCML, la CNL, l'ATAM (travailleurs arabes du Mans), la CNT, les Etudiants sénégalais, l'Ecole émancipée, le PSU et l'AMFP.

● A Melun, le 19 février, à l'appel de l'UD-CFDT, du MRAP, de la LDH, du PS, du PCML et de la LCR, plus de cinq cents personnes ont défilé pendant deux heures. C'est la plus grosse manifestation qu'ait connue la ville depuis 1968. L'absence du PCF et de la CGT fut remarquée et alimenta de nombreuses discussions dans les entreprises de la région avec les militants de ces organisations. Deux heures plus tard, Le Pen ne parvenait à réunir que trois cents personnes devant la salle des fêtes que le maire RPR lui avait refusée.

## AVEC LA LCR

Pour des candidats de la gauche anticapitaliste en 1986

# Dès maintenant, souscrivez !

Cher ami,  
Cher camarade,

Tu connais la LCR, tu es au courant de ses activités. Ces derniers mois, nous avons combattu la politique d'austérité du patronat et du gouvernement, nous nous sommes mobilisés contre Le Pen et la montée du racisme, nous nous sommes mobilisés en soutien du combat du peuple nicaraguayen en butte à l'agression impérialiste, et en solidarité avec le peuple kanak dans son combat anticolonialiste pour l'indépendance. Peut-être as-tu participé à telle ou telle de ces activités.

Aujourd'hui, nous nous adressons à toi à propos des prochaines élections législatives.

Une année nous sépare encore de cette échéance.  
Une année où beaucoup de choses vont se jouer.

A nos yeux, l'essentiel sera de continuer à agir pour regrouper tous les travailleurs, tous les militants décidés à combattre la politique d'austérité du gouvernement, à empêcher le retour de la droite aux affaires.

Travailler au rassemblement d'une telle force unitaire et anticapitaliste, telle est la tâche de l'heure. Dès maintenant, tous les contacts doivent être pris, dans les entreprises, les villes et les localités pour avancer dans cette voie.

La LCR agit en ce sens. Cette bataille devra, elle aussi, trouver ses prolongements en 1986.

## 1986 : l'heure de vérité

L'expérience dirigée par Mitterrand et le Parti socialiste, avec le soutien du Parti communiste jusqu'en juillet 1984, va être jugée par les travailleuses et les travailleurs. Pas question de redonner un vote de confiance à ceux qui ont trahi leurs engagements ! Le patronat et la droite, les Chirac, Giscard, Barre et Le Pen se frottent déjà les mains. Ils sont persuadés que, compte tenu du désarroi qui règne parmi les travailleurs, leur victoire à eux, les revanchards, est d'ores et déjà acquise.

Il ne faut pas laisser les uns et les autres dans leur face à face. Il faudra faire entendre une autre voix : celle d'une gauche qui refuse les compromis avec la droite, qui n'a pas trempé dans les trahisons de la gauche gouvernementale. **Une gauche qui ne capitule pas !**

En 1986, la LCR veut concrétiser les batailles qu'elle a menées par **une vaste campagne politique** :

- contre la politique d'austérité du gouvernement ;
- contre les projets de revanche de la droite ;
- pour rassembler une force anticapitaliste dans la perspective d'un nouveau parti pour les travailleurs.

C'est sur cette base que la LCR s'adressera à l'ensemble des travailleuses et des travailleurs, aux militants et organisations qui défendent vraiment les intérêts ouvriers et populaires, afin d'affirmer une force qui refuse les capitulations.

Cette campagne s'appuiera sur la présentation de plusieurs centaines de candidats.

## Tout cela va nécessiter énormément d'argent !

**Deux millions et demi de francs — 250 millions de centimes —, voilà, d'après nos premières estimations, le coût de la campagne que nous devons et voulons mener en 1986 !**

C'est beaucoup, mais c'est ce qui est nécessaire pour être à la hauteur des enjeux de la situation.

Voilà pourquoi nous sommes contraints d'engager cet effort financier dès à présent. Voilà pourquoi nous nous adressons à toutes celles et tous ceux qui partagent de près ou de loin nos idées et participent à nos combats.

La LCR n'a ni mécène ni financier occulte. Elle ne suspend pas ses activités quotidiennes, ses combats de l'heure lorsque se profile à l'horizon une échéance électorale.

**Voilà pourquoi il nous faut un financement spécifique pour la campagne de 1986.**

Cher camarade,

Cher ami,

Cet effort financier, nous espérons que tu accepteras de le fournir avec nous. Cette bataille politique, nous espérons que tu accepteras de t'y associer.

Nous nous adressons à toi pour que tu nous aides à atteindre les objectifs financiers que nous nous fixons. Nous te demandons de soutenir la souscription 1986 de la LCR. Et nous te remercions de ton soutien.

## CANTONALES

# Un candidat contre le chômage à Alençon

Joseph Montier, candidat dans le troisième canton d'Alençon, dans l'Orne, a déjà une étiquette dans la presse locale : « le candidat des chômeurs ». Il est membre de la LCR et la plate-forme de sa campagne a été débattue par un comité de soutien qui regroupe d'anciens militants d'extrême gauche, des chômeurs, la section locale de la LCR.

Tandis que le conseil régional de l'Orne verse trois cents millions de centimes à la ville de Bagnoles — résidence des curistes privilégiés — pour réaménager son golf et installer un centre d'animation, le « fonds d'aide aux impayés de loyer » départemental, lui, n'a droit qu'à vingt-cinq millions de centimes ! Dans Alençon, où Joseph Montier se présente à l'élection cantonale, soutenu par la LCR, pas une famille de travailleur n'est épargné par les ravages du chômage. De quatre cents en 1972, les demandeurs d'emploi sont passés à quatre mille aujourd'hui. Des poches de misère s'étendent dans certains quartiers populaires, où trois habitants sur quatre sont sans emploi. Dans la région, un chômeur sur deux effectuait déjà aupara-

vant un contrat de travail à durée déterminée.

Joseph Montier sera le candidat de « la lutte contre le chômage, pour un vrai socialisme et pour la solidarité internationale ». « Dans un pays moderne, souligne-t-il dans la presse locale qui s'est fait largement l'écho de sa campagne, les questions comme le droit au travail, au logement, l'égalité des droits pour tous, relèvent plus d'un problème de morale de société que de stricte économie. »

Le conseiller sortant, maire d'Alençon, Pierre Mauger, est membre du Parti socialiste. Le conseil général est largement dominé par la droite. RPR entre autres. « Mauger prétend que la France se porte bien, souligne Joseph Montier. Les travailleurs, eux, se portent mal. » Etranger aux campa-



Présentation du candidat, Joseph Montier, lors d'une conférence de presse.

gnes de notables de ses courants, il compte prendre contact avec les associations « pour faire le point de la situation dans la région et faire des propositions. Les associations de quartier, précise-t-il, de parents d'élèves auraient intérêt à interroger les candidats ! »

La plate-forme de la campagne a été discutée en comité de soutien, avec d'anciens militants d'extrême

gauche, des chômeurs, les militants locaux de la LCR qui s'y retrouvent. Pour poser franchement les problèmes, pas d'hésitation : ils ont décidé d'organiser, avec le soutien du PSU local, une réunion publique sur l'analyse de la crise et les réponses à y apporter. Alain Li pietz (chercheur au CNRS), auteur du livre *L'Audace ou l'enlèvement*, et Christian Barsoc (membre du type de travail économique de la

LCR), auteur du livre *Les lendemains de la crise*, participeront à ce débat. Cette initiative prend place dans le rassemblement qui se tiendra le 28 février : les Assises locales pour l'emploi. Un film vidéo sur le chômage, à base de témoignages, est projeté dans une camionnette parcourant les quartiers du canton.

Au candidat de droite qui se présente sous l'étiquette « Avenir confiance. effica-

cité », Joseph Montier reproche d'avoir oublié un mot : mensonge. Au candidat du PCF, il souligne enfin qu'il est difficile de « dire à un an d'intervalle une chose et son contraire ». Aux dernières municipales, le PCF s'élevait « contre les allégations de la liste Montier ». Joseph, lui, n'a pratiquement pas changé de discours.

Yves Blasco

## IMMIGRATION

## Ici et maintenant

*Le mot a été lâché il y a un an, peu avant la fin de la grève de Talbot, par quelques grévistes immigrés qui, le dos au mur, futurs licenciés, futurs chômeurs et sans doute futurs expulsés, revendiquaient un « retour digne au pays avec tous les droits acquis ». Le gouvernement avait saisi la balle au bond en mettant en place une procédure d'auto-expulsion dans la branche automobile, testée notamment à la Régie Renault. Un an après, qu'en est-il du fameux « droit au retour » ?*

A la Régie Renault, en 1984, environ 20 % de travailleurs immigrés sont allés se renseigner sur le « droit au retour » (ce qui est déjà une minorité) ; seulement 2,5 % se sont finalement laissés séduire (la plupart avaient déjà ce projet pour les mois à venir). Les partants sont essentiellement Algériens ou Portugais. En revanche, très peu de Marocains, Mauritaniens, Maliens ou Sénégalais. Si d'un côté le président algérien, Chadli Bendjedid, a invité ses compatriotes à rentrer, de l'autre Hassan II n'est guère pressé de voir revenir ces milliers de travailleurs politisés et habitués aux luttes syndicales. Et pour les autres travailleurs d'Afrique, le retour c'est la famine.

Bien sûr, certains ont des projets pour leur village : un puits, un dispensaire, etc. Mais en attendant, pour la grande majorité, rester est le seul choix possible. D'autant que la situation sociale et économique dans les « pays d'origine » ne s'est pas améliorée. Au moment même où le gouvernement français redécouvrait la vertu du miroir aux alouettes, des grèves pour le pain éclataient au Maroc, en Tunisie, en Casamance.

### L'insertion, ici en France

Pendant que le gouvernement agite, au nom d'une généreuse hypocrisie, la question du retour — baptisé d'ailleurs « réinsertion dans le pays d'origine » —, les revendications qui permettraient une insertion de la population immigrée passent à la trappe.

Dans le premier semestre de l'année dernière, lorsque la Régie Renault a annoncé ses mesures que le gouvernement a institutionnalisées quelques semaines plus tard, les organisations syndicales CGT et CFDT de Billancourt ont organisé, chacune dans leur coin, des assemblées de travailleurs pour définir leur position. Ce sont deux cent cinquante syndiqués et militants qui ont ainsi pu donner leur avis et celui de leurs camarades d'atelier : « Aide à l'insertion, oui, mais ici, en France. » Et ce choix qu'ils faisaient, ce droit de pouvoir rester qu'ils revendiquaient, passait par d'autres droits à conquérir, « pas des choses que l'on met sur le papier mais que personne n'applique », pas de grandes déclarations mais du concret. « Faire venir sa famille, obtenir un logement décent, une place pour les enfants à l'école communale ; voter aux élections municipales là où l'on paie ses impôts sans être écouté ; être éligible aux conseils des Prud'hommes ; comme tous ceux qui sont privés de travail, pouvoir être chômeur avec la tête haute de celui qui n'a rien à se reprocher ; profiter de sa retraite quand le moment est venu ; avoir accès à la formation pour ne plus être OS à vie ; pouvoir tranquillement parler arabe, danser berbère ou chanter portugais. »

Ainsi, à ceux qui, à la tête de l'entreprise ou de l'Etat, écrivaient « partir ou rester : un choix pour chacun », ils répon-

daient presque unanimement : un choix réel passe par ces revendications.

### Un consensus de la classe politique

Toutes les bonnes âmes qui envisageaient des mesures adéquates pour une hypothétique réinsertion dans le pays d'origine se trompaient juste d'urgence ! L'indispensable, pour la très grande majorité de la population immigrée, ce sont des mesures pour une intégration réelle, ici et maintenant. Et une insertion qui ne soit ni assimilation, ni francisation, ni perte de son identité. C'est ce qu'exprime depuis trois ans déjà le mouvement de la jeunesse, de manière époustouflante, ou de façon moins visible mais aussi porteuse d'avenir la lutte des femmes immigrées.

A la différence des Giscard-Barre-Stoléro, le gouvernement a obtenu un consensus des organisations ouvrières sur cette question. Un consensus certes différencié entre la CGT et la CFDT, entre le PCF et le PS, mais consensus réel. Les conséquences sont directes, dans les entreprises. Pour la première fois dans l'histoire de Renault, une orientation et visant à exclure radicalement du processus de travail une partie des ouvriers est mise en place et acceptée. Sans avoir d'illusions sur la réalité des stages de formation-reconversion parkings, ceux-ci appréhendent encore le travailleur comme une force de travail. Le « retour » veut, en fait, effacer cette réalité.

## Retour sur le « retour »

**De 1977 à 1981.** Le « retour » façon Stoléro, ministre giscardien aux Travailleurs immigrés, c'est « V'là 10 000 balles et tire-toi. » Syndicats et partis de gauche critiquent l'hypocrisie de cette « aide au retour ». Cette mesure sera d'ailleurs annulée par le Conseil d'Etat fin 1981 à la suite d'un recours déposé par la CFDT, la CGT et la FASTI notamment.

La réalité : 48 000 aides au retour accordées pour 93 000 départs ; parmi eux, 53,6 % de Portugais ou d'Espagnols.

Lors des premiers licenciements dans la sidérurgie, certains travailleurs marocains avaient accepté de quitter la France, avec une prime spéciale en plus du million de Stoléro. Leur « réinsertion » au Maroc fut un échec total. Bon nombre étaient revenus comme clandestins l'année suivante. Ce dégraisage n'a nullement empêché 20 000 licenciements de Français quelques années plus tard.

**1981-1982.** Arrivée de la gauche au pouvoir et promesses d'effacer « les situations héritées du passé » : on parle « régularisation exceptionnelle » et insertion des populations immigrées.

**1983.** Municipales, « effet Le Pen », la gauche laisse tomber la régularisation et passe à la chasse aux clandestins. Mais on parle toujours d'insertion des présents...

**Janvier 1984.** Grève de Talbot contre deux mille licenciements. Face au chômage, à l'intransigeance du patronat, à l'attitude du gouvernement, des

travailleurs marocains revendiquent un droit au retour digne et rémunéré.

**Janvier 1984.** Avec n° 12, le mensuel d'information de la Régie Renault, titre : « Retour au pays, un droit et un choix pour chacun. »

**Avril 1984.** Le gouvernement décrète une aide publique à la réinsertion de certains travailleurs immigrés.

**Juin 1984.** Premier bilan du « retour » chez Talbot : 1 500 travailleurs étaient venus s'informer ; 350 avaient déposé un dossier ; 34 dossiers avaient été acceptés.

**Juin 1984.** Premier bilan à Renault-Billancourt : sur 1 300 travailleurs inscrits à une séance d'information, 700 étaient passés par groupes de 20-25, 200 avaient déposé un dossier, 80 avaient donné un accord de principe, une dizaine sont vraiment partis...

**Octobre 1984.** Après l'aide au retour, un décret du Conseil des ministres interdit le regroupement familial. L'insertion n'est plus qu'un mythe.

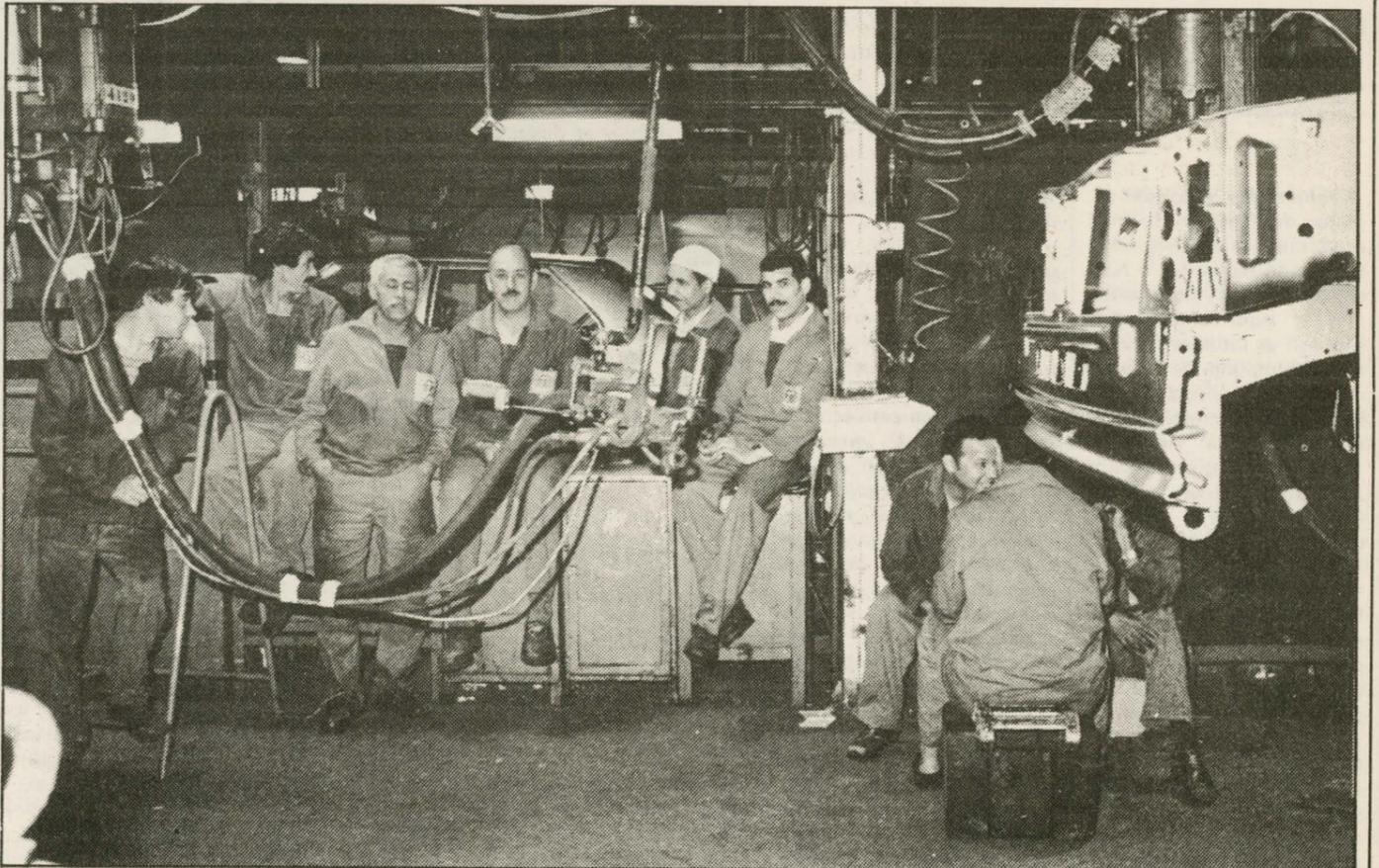
**Décembre 1984.** Fin de l'opération Renault d'« aide à la réinsertion » : 190 travailleurs partis. Premier bilan du contrat entre la Régie et le ministère de la Formation algérien : six travailleurs en formation. Démarrage d'une convention ONI à la Régie avec une enveloppe financière par travailleurs double de celle prévue précédemment. Par contre, le travailleur perd sa carte de séjour : en un mois, 600 travailleurs inscrits, 50 dossiers transmis à l'ONI, 35 acceptés. A suivre...

Le 23 janvier 1985, par exemple, la direction de Renault fait apposer une affiche où elle propose 50 000 francs à tout salarié acceptant de quitter volontairement l'entreprise en tant que licencié percevant ses droits. Regardons quelles catégories de personnel ne peuvent y « prétendre » : les

FNE (préretirés du Fonds national de l'emploi), et les travailleurs concernés par une convention ONI (Office national de l'immigration). En clair, les travailleurs immigrés ne peuvent quitter l'entreprise... que pour quitter la France.

Archi Ahmed

*Peu avant la fin de la grève, quelques grévistes, le dos au mur, avaient revendiqué « le droit au retour ».*



CHIFFRES

86%

La quasi totalité des chômeurs (86 %) perçoivent des indemnités inférieures à 4 000 francs, et donc inférieures au SMIC. 48 % d'entre eux, presque la moitié, touchent moins de 3 000 francs par mois; 33 %, le tiers exactement, moins de 2 000 francs mensuellement. Certains beaux esprits baptisent cela : politique de modernisation industrielle.

40,7%

Les femmes constituaient 40,7 % de la population active en 1982, contre 37,3 % en 1975. Leur volonté de s'insérer sur le marché du travail est évidente, malgré la crise, malgré les pressions multiples pour tenter de les renvoyer au foyer. Principales concernées par cette augmentation du taux d'activité : les femmes ayant un conjoint et un ou deux enfants.

21%

Parmi les femmes salariées, 21 % travaillaient à temps partiel en 1984 contre 19 % en 1982 et 15 % en 1975. Le taux de chômage des femmes reste quant à lui le double de celui des hommes. Si le taux d'activité des femmes augmente donc, la possibilité pour elles d'avoir un emploi à temps plein ne cesse de diminuer. L'indépendance économique des femmes, pour le patronat et le gouvernement, c'est du luxe !

3/4

Trois salariées sur quatre travaillent dans le tertiaire (contre un homme sur deux). Elles y constituent la grande masse des emplois les plus déqualifiés, les plus mal rémunérés. Dans l'industrie, l'emploi salarié féminin a diminué de 11 % depuis 1975 (-9 % pour les hommes). Parce qu'elles occupent dans ce secteur les emplois d'ouvriers les moins qualifiés, ceux-là même qui sont le plus souvent supprimés au nom de la modernisation.

74 000

Elles sont 74 000 femmes immigrées déclarées chômeuses en 1982, contre 22 000 en 1975. Ce chiffre témoigne de la force de l'intériorisation par les femmes de leur droit à l'emploi, malgré les difficultés rencontrées.

# Le gouvernement brade l'emploi des femmes

*Pour « améliorer la situation du marché de l'emploi », le gouvernement veut accélérer le développement du travail à temps partiel. Ce faisant il brade le droit à l'emploi des femmes et se range aux côtés du patronat pour mettre en place la flexibilité.*

nombre d'entre elles ne se voient plus proposer que des emplois à temps partiel ou ne peuvent pas retrouver un temps plein lorsqu'elles le désirent. Avec la généralisation sauvage du travail à temps partiel, c'en est fini de la démarche pour l'égalité entre travailleurs fé-

lectifs pour les jeunes enfants.

L'autre avantage pour le patronat, c'est d'accélérer la marche vers une société où les travailleurs auront des statuts multiples et une moins grande capacité de riposte. Dans ce sens, le travail à temps partiel est

En prenant l'initiative de développer le travail à temps partiel, le gouvernement prête ainsi main-forte au patronat. Il brade le droit à l'emploi pour les femmes. Il « améliore le marché du travail » pour les patrons en favorisant la marginalisation et la surex-

Le nombre des demandeurs d'emploi continue d'augmenter, + 1,5 % pour janvier 1985. Selon les experts, si la progression se poursuit, la barre des trois millions de chômeurs sera franchie d'ici la fin de l'année.

Les chiffres du mois de janvier font apparaître que l'augmentation la plus forte du chômage concerne désormais les personnes âgées de vingt-cinq à quarante-neuf ans (+ 2,4 %), le « cœur » de la population active. Enfin, la durée moyenne du chômage continue aussi d'augmenter à un rythme soutenu.

## Les femmes principalement visées

Pour « améliorer la situation du marché de l'emploi », prétendument, le Conseil des ministres devrait adopter cette semaine deux mesures pour « développer le travail à temps partiel ». La première consiste à payer les patrons pour qu'ils « transforment des emplois à temps plein en emplois à temps partiel », grâce à l'extension des aides financières prévues dans les contrats de solidarité-réduction du temps de travail. Cette mesure s'inscrit dans la lignée des lois de 1981-1982 de Giscard qui avait allégé les charges sociales pour les patrons ayant recours au temps partiel. La deuxième vise à inciter les chômeurs à accepter un travail à temps partiel en versant une indemnité compensatrice à ceux qui renonceraient ainsi à leur indemnité chômage.

Ces mesures, on le sait, visent essentiellement la population active féminine, qui ne cesse de croître. En France, en 1983, les femmes représentaient 88 % des salariés à temps partiel. C'est une caractéristique qui reste constante dans tous les pays où le travail à temps partiel s'est développé plus rapidement qu'en France. Ainsi au Royaume-Uni en 1981, les travailleurs à temps partiel représentaient 37,1 % des actifs, la part des femmes dans le travail à temps partiel représentant 94,3 %.

L'exemple de ce dernier pays, avec plus de trois millions de chômeurs, illustre



parfaitement que le travail à temps partiel n'est pas un remède contre le chômage.

Le gouvernement prétend « améliorer le marché de l'emploi ». Il fait fi de toutes les études qui ont démontré que la progression du travail à temps partiel n'était pas créatrice d'emplois. Ainsi une enquête menée en Lorraine en 1982 auprès de neuf cents entreprises de plus de dix salariés dans le secteur privé révélait que le passage de postes à temps plein en postes à temps partiel ne donnait pas lieu à un recrutement compensateur dans 93,5 % des cas. Quand il ne s'agit pas au contraire de supprimer carrément des emplois, comme ce fut le cas en février dernier à la Lif dans cette usine de la Sarthe où 256 personnes se virent proposer le mi-temps ou le licenciement. Ce qui n'a pas empêché la direction de cette usine de reproposer un plan de licenciement à peine quelques mois plus tard.

## Des statuts multiples

Ce sont les femmes qui vont faire les frais principalement de ces mesures, car leur droit à l'emploi est ainsi de plus en plus rogné. Déjà

minins et masculins, c'en est fini de la politique de création d'équipements col-

bien une pièce-maitresse de la flexibilité dont rêvent Gattaz et Chotard.

ploitation de la moitié de la classe ouvrière.

Sonia Folloni

## La supercherie du temps partiel

Le travail à temps partiel est présenté souvent comme relevant du libre choix des individus. Cela est contestable. Il y a des branches entières à majorité féminine, comme le commerce ou le secteur des services où l'embauche se fait exclusivement à temps partiel, avec impossibilité d'obtenir le passage sur un poste à temps plein par la suite. Et que dire des entreprises, de plus en plus nombreuses, où le travail à temps partiel est présenté comme le remède aux licenciements ?

Ces cas, la majorité du travail à temps partiel actuellement, représentent une discrimination brutale envers le droit à l'emploi des femmes, leur droit à un salaire entier. Car qui dit temps partiel dit salaire partiel, souvent pour une charge de travail quasi

équivalente à celle d'un poste à temps plein.

Mais même lorsque le travail à temps partiel n'est pas directement imposé, peut-on parler de libre choix pour les femmes ? Plus que les hommes, elles sont sensibles à la diminution du temps de travail parce que c'est sur elles que repose en grande partie les tâches ménagères et l'éducation des enfants, le travail de la maison après le travail professionnel. A plus forte raison, si ce travail professionnel est déqualifié et rebutant, la prise d'un temps partiel peut apparaître alors comme une manière de gérer individuellement la double journée de travail, en l'absence d'une diminution généralisée du temps de travail pour tous et toutes.

Mais les femmes n'ont rien à gagner à cette véri-

table supercherie. Car d'un côté le travail à temps partiel signifie une accentuation des discriminations (moins de promotion, moins de formation, des tâches encore plus déqualifiées), de l'autre il implique une plus grande difficulté à faire admettre un partage des tâches à la maison. Et que dire du minimum d'indépendance financière si chèrement acquise avec un salaire qui devient tronqué ?

Le travail à temps partiel entraîne inévitablement une dégradation des conditions de vie des travailleuses, et augmente leur situation de surexploitation et d'oppression. Il masque la nécessité de la lutte collective pour faire aboutir la revendication de diminution du temps de travail pour tous et toutes.

S. F.

# Jeunes, chômeurs, actifs

## Un même combat, le droit à l'emploi

JEUNES

### Stages sans frontières

Les TUC ont fait couler beaucoup d'encre. Des stages d'insertion de « jeunes volontaires » aux stages Rigout, trois ans de mesures gouvernementales destinées à la jeunesse donnent aux TUC tout leur sens. Ils condamnent les stagiaires à l'échec.

Il est encore trop tôt pour juger de l'issue des TUC (travaux d'utilité collective). Ils commencent tout juste à se mettre en place — 50 000 stages ont été contractés. Mais l'appel de Fabius et de Delebarre a d'ores et déjà été compris. On ne parle plus aujourd'hui du chômage des jeunes mais de leur « inactivité ». Les deux cent mille TUC prévus pour les occuper, de trois mois à un an, vingt heures par semaine, concernent les 16 à 21 ans sans emploi, inscrits ou non à l'ANPE. Ils sont rémunérés 1 200 francs par mois. Répondant à « une demande économique, sociale ou culturelle pour l'amélioration de la vie collective à l'échelon local », les TUC ne devront pas concurrencer les activités des entreprises privées.

Aider les personnes âgées (transports, distribution de repas ou de journaux), dépoussiérer les archives communales, rénover un monument « historique », aménager des voies piétonnières dans les forêts, etc. Voilà, sans caricature, quelques exemples des tâches — prometteuses d'avenir ! — auxquelles les jeunes sont appelés à s'atteler. Quelle formation en tireront-ils ? Question redoutable ! La société n'a pas d'autres perspectives pourtant à offrir à « sa » jeunesse. Organiser, gérer, occuper, encadrer ceux qui sont désecurés, voilà le mot d'ordre. Sait-on jamais ? Si les jeunes excédés par leur condition et encore insuffisamment conditionnés par leur époque, marginalisés et désecurés, se révol-

RVI-CAEN

### Les premiers coups de Besse

Il y avait longtemps que l'on s'attendait à l'annonce de nouvelles suppressions d'emplois à Renault-Véhicules industriels. Depuis jeudi 7 février, c'est officiel : le chiffre s'élève à 2 560 ; des licenciements « secs » ne sont pas exclus.

De notre correspondant

Le véhicule industriel pèse lourd dans le déficit de Renault : 1,9 milliard de pertes pour les seuls six premiers mois de 1984. Autant dire que le plan emploi de 1985 de Renault-Véhicules industriels (RVI) n'est pas une surprise. Ce n'est pas le premier. Dès la fin 1983, la direction de RVI se lançait dans la guerre des prix qui fait rage entre les constructeurs étrangers : Mercedes, Unic, Fiat, Volvo, etc. On disait alors : vendre deux camions pour le prix d'un ! Dans le même temps, la direction mettait en place un plan de suppression de 3 750 emplois, à atteindre par des « départs volontaires » (avec le versement d'une prime d'aide

à la reconversion de 50 000 francs). Malheureusement pour la direction de RVI, seulement 2 150 départs ont été obtenus. En 1984. Et si la part du marché Renault dans le poids lourd est passée de 35 % à 42 %, la guerre des prix a creusé le déficit. La direction propose aux travailleurs de payer à nouveau la note en 1985 : 2 550 départs seraient à nouveau « nécessaires ». « Départs volontaires ou licenciements », a déclaré la direction au comité central d'entreprise. « La procédure que nous proposons aujourd'hui permettra des licenciements à partir de juin. » Il est évident que la branche poids lourds est la première atteinte par la vague de suppres-

sions d'emplois qui va toucher toute la Régie. Comme la nomination de Besse au poste de PDG du groupe pouvait le laisser prévoir. A l'usine de Blainville, dans la banlieue de Caen (cinq mille travailleurs), la riposte a eu lieu dans la division. La CFDT a bloqué la circulation sur le périphérique qui ceinture la ville, pendant une heure, mercredi 6 février. La CGT, de son côté, organisait débrayages et meetings dans l'usine, le lendemain. Au total, quelques centaines de travailleurs seulement ont participé à ces initiatives. La division est d'autant plus regrettable que, depuis 1983, l'unité entre la CGT et la CFDT s'était instaurée vaillante que vaillante. Dans l'usine, l'idée qu'à l'avenir c'est dans l'unité qu'il faudra se battre est plus présente que jamais. C'est aux travailleurs de discuter des formes d'action ensemble, après avoir écouté les propositions des organisations syndicales. Face aux suppressions massives d'emplois que prépare Besse, et dont RVI inaugure les méfaits, c'est un mouvement d'ensemble, sur tout le groupe Renault, qui reste à construire.

Dominique Vincent

formation complémentaire. L'Etat rémunère les stagiaires en indemnités forfaitaires (75 % du SMIC) et passe contrat avec le secteur associatif, les collectivités locales ou les services extérieurs de l'Etat qui proposent les stages.

Le but du programme reste l'insertion des jeunes sans emploi qui n'ont jamais travaillé et ne perçoivent pas d'allocation chômage. On trouve parmi ceux qui s'inscrivent des jeunes issus de milieux sociaux diversifiés — et non essentiellement défavorisés. Ils sont même qualifiés (formations diverses, diplômes de fin d'études, etc.).

« Jeunes volontaires »

Faire un premier bilan rapide de ces mesures amène d'abord à constater qu'en 1983, chaque région a été pourvue de trois cents à cinq cents stages alors que le besoin est largement supérieur. La région Ile-de-France, par exemple, gère environ mille stages pour plus de deux mille demandes. Quant à l'issue des stages, qui devraient permettre aux jeunes de trouver un emploi, notamment dans le tertiaire, le verdict des premiers chiffres est net. De 1983 à 1984, à Paris, 50 % des stagiaires environ ont trouvé un emploi, dont 10 % à temps partiel. 15 % ont poursuivi une formation. 8 % environ ont été missionnés ou n'ont plus été suivis. 22,5 % sont inscrits à l'ANPE. Demi-succès ou demi-échec, c'est toujours l'enlèvement dans les demi-mesures qui, loin de remédier aux problèmes de l'emploi et de permettre aux jeunes d'acquiescer une réelle qualification, ne visent qu'à occuper les jeunes au mieux durant un an avant les files d'attente de l'ANPE.

Stages Rigout

Seule circonstance atténuante, si l'on peut dire : le bilan ci-dessus est moins catastrophique que celui des « stages Rigout ». Le programme mis en œuvre par l'ancien ministre de la Formation professionnelle concerne cent mille jeunes, entre 16 et 25 ans. Ceux-ci, demandeurs d'emploi depuis plusieurs mois, peuvent bénéficier de formations alternées d'une durée variable (trois à dix mois), modulées selon leur niveau de scolarisation. Les stages mis en place vont de la simple orientation avec projet professionnel à la qualification en passant par l'insertion, à l'aide d'enseignement général et de stages en entreprise. Les jeunes concernés sont pour partie issus de la jeunesse défavorisée. En guise de premier bilan, le chiffre de 30 % de jeunes placés à la sortie de ces stages ne reflète même pas la réalité. Il faut tenir compte de la nature des emplois proposés : intérim, emplois à temps partiel et contrats temporaires. Pour le reste des stagiaires, travailler signifie souvent survivre de job en petit boulot. Et que deviennent les 70 % de stagiaires restés sur le

carreau ? Quant à leurs ressources, les jeunes stagiaires de la formation professionnelle percevaient durant leur stage une indemnité égale à 17 % du SMIC ! Cette situation misérable sera au mieux maintenue pour ceux qui retourneront en formation. Pour eux, c'est le retour à la case départ.

Sinistré bilan d'une duperie gouvernementale. Barre — initiateur des stages parkings — et Rigout n'ont rien à s'en vanter. La crise est toujours gérée au seul profit du patronat — qui s'en met plein les poches, comme l'indique la hausse des cours en Bourse. En appelant à la solidarité des partenaires sociaux et institutionnels et à la bonne volonté des jeunes, le gouvernement contraint ceux-ci à glisser sur la pente vertigineuse des solutions misérabilistes qui nous ramènent en chute libre vers les fameux TUC.

Camille Muriel

### Le fil des 35 heures

De mal en pis. Les jeunes, stagiaires de tout type, sont enlisés dans des voies de garage sans avenir. 40 % des trois millions de chômeurs que compte le pays ont moins de vingt-cinq ans. Les licenciements ravagent des régions entières. Cette semaine, c'est du département des Ardennes que nous parlent les travailleurs en lutte. Les dernières mesures du gouvernement favorisant le temps partiel remettent toujours plus en cause le droit au travail des femmes. Le terreau de la crise favorise les gesticulations du racisme, du Front national, évoquées dans les pages de ce journal. Tout le souligne. La lutte patiente, obstinée, quotidienne pour nous les fils des ripostes dispersées des travailleurs aux quatre coins du pays, pour le droit à l'emploi, est toujours on ne peut plus urgente. Autour d'un mot d'ordre qui peut unifier tous les combats : la diminution du temps de travail pour tous, la semaine de 35 heures, l'arrêt des licenciements et l'embauche dans le secteur public comme dans le secteur privé de ceux qui aujourd'hui sont privés du droit de travailler, de vivre.



ARDENNES

### Les chômeurs prennent la parole

En quelques semaines, la lutte des chômeurs des Ardennes a fait des pas en avant importants. Occupation de mairie, délégations auprès des travailleurs des entreprises, constitution de comités de chômeurs, soutien du mouvement ouvrier, représentent une expérience nouvelle pour la région de Sedan.

Le 15 janvier, des militants des comités SOS chômeurs de Revin et de Givet demandent à rencontrer le maire de Revin, membre du Parti socialiste. Ils réclament des travaux d'intérêt collectif (aménagement municipaux, déneigement des rues, réparation de matériaux divers, etc.). Ils dénoncent les différences de traitement entre les chômeurs de la vallée et ceux de Charleville-Mézières et la carence des secours immédiats — il faut trois mois pour obtenir une aide du fonds social. Ils s'étonnent aussi qu'il n'y ait pas d'embauches sur le chantier de la centrale de Chooz « alors qu'on y fait venir des travailleurs turcs d'Allemagne ».

Occupation et grève de la faim

Les militants des comités de chômeurs demandent enfin un local, des machines à écrire, une photocopieuse à la mairie d'Union de la gauche : « Nous serions l'association sportive, soulignent-ils, nous aurions déjà eu satisfaction. » Le maire ne donne aucune réponse immédiate. Tout au contraire ! Déçus, les chômeurs décident de rester dans la mairie. L'occupation va

durer trois semaines. Les revendications du départ vont d'ailleurs évoluer. Une pétition sera bientôt lancée. Elle réclame 40 francs d'indemnité par jour pour les chômeurs en fin de droits. Une revendication avancée également par la CGT et le PCF. Menaces du maire, refus de les recevoir de la part du préfet et du président du conseil général, les occupants entament une grève de la faim. La lutte prend alors une autre dimension. Le mouvement est très populaire dès le départ mais il n'avait reçu que le soutien de la CGT et du PCF. Pour élargir la solidarité, les chômeurs organisent une réunion où quinze organisations se font représenter dont la JOC, des sections de la CFDT, la CNL, l'Association turque et l'association des chômeurs de Laifour (ville proche de Revin) créée pendant l'occupation de la mairie. Le PS est absent. Les organisations réunies adoptent une lettre commune, demandant au préfet de débloquent les négociations. Et elles mettent en commun leur matériel de propagande pour aider les chômeurs.

Un large soutien

Ces trois semaines d'occupation, fertiles en rebondissements,

ont été aussi riches en conséquences politiques dont les effets n'ont pas fini de se faire sentir. La lutte marque une avancée dans l'organisation des chômeurs des Ardennes. Elle a bénéficié de plusieurs atouts. La tradition ouvrière est très forte à Revin. En octobre dernier, les travailleurs d'Arthur-Martin, avant d'échouer dans leur grève, n'avaient pas obligé les gardes mobiles à prendre d'assaut des barricades dressées pour bloquer la ville ? Autre atout, l'organisation des chômeurs a bénéficié d'un infléchissement d'attitude de la CGT et du PCF. Tandis que la CGT relançait ses comités de chômeurs depuis la rentrée, les militants du PCF se sont investis dans les comités autonomes, attitude nouvelle, toujours refusée jusqu'à présent. Eric Labergère, un des dirigeants de « SOS chômeurs » de Revin, vient d'ailleurs d'être élu à la direction fédérale du PCF des Ardennes. Des municipalités communistes créent des commissions extra-municipales de chômeurs, indépendantes de la CGT. Troisième atout, enfin, l'attitude de la CFDT de Revin est ouverte et la CNL a soutenu dès le départ le comité de chômeurs.

Le tout constitue une expérience sans comparaison avec celle du comité de chômeurs de Sedan, par exemple, qui a existé sous plusieurs appellations de 1981 à 1983 et n'avait jamais pu se faire reconnaître par le mouvement officiel.

L'occupation de la mairie de Revin se terminait à peine qu'à l'autre extrémité du département, à Blagny, vingt-quatre sidérurgistes décidaient d'occu-

per eux aussi la mairie de leur village. Licenciés par Usinor en 1979, repris par l'entreprise Petitjean établie dans les anciens bâtiments du groupe sidérurgique, ils étaient de nouveau licenciés le 1<sup>er</sup> décembre 1984. Usinor leur faisait savoir que l'accord de protection sociale (CGPS) qui leur avait été promis avait été dénoncé. Ils se retrouvaient chômeurs, sans protection.

Rencontre entre chômeurs et actifs

Ils se rendent dans les différentes usines de la région de Sedan touchées par les suppressions d'emplois, barrent les routes. Ils tiennent un piquet de grève devant Usinor-Sedan, le jour où justement les travailleurs de cette entreprise ont décidé de protester contre le nouveau plan social ramenant les effectifs de 309 salariés à 220 d'ici 1988 — 600 postes ont déjà été supprimés depuis 1975. La CGT et la CFDT d'Usinor-Sedan viennent de lancer, après des années de division, un appel commun. Il s'adresse aux travailleurs d'Usinor, bien sûr, mais aussi aux chômeurs, aux retraités, à tous les autres travailleurs.

Les vingt-quatre sidérurgistes se rendent aussi à l'usine Sommer (textile) à Mouzon (ville proche de Blagny), entreprise menacée de 200 suppressions d'emplois. Ils participent au conseil municipal extraordinaire tenu à Sedan le 9 février, à l'appel de l'intersyndicale d'Usinor avec la CFDT, la CGT et FO de Sommer-Sedan où 80 suppressions d'emplois ont été autorisées alors que l'entreprise fait

DE NOS CORRESPONDANTS

SNCF-METZ  
Contre la fermeture

Depuis lundi 4 février, le centre ferroviaire de Conflans-Jarny, situé dans le bassin ferrifère de Lorraine, est totalement bloqué par les cheminots de l'entretien et du dépôt SNCF. En grève avec occupation de l'établissement et de tous les postes de la gare, à l'appel de la CFDT, de la CGT et de Force ouvrière, ils refusent la fermeture d'un atelier d'entretien du matériel, conduisant dans un premier temps à la mutation de quarante-quatre personnes dans un autre atelier de la région de Metz, situé à trente kilomètres. Les agents de conduite se sont joints à la grève car ils savent par expérience qu'après l'atelier, ce sera la disparition du dépôt. Les départs en retraite ne sont déjà plus remplacés et les jeunes qui veulent être nommés sont obligés de partir ailleurs.

La chute du trafic lourd, consécutive à la fermeture des mines de fer et des installations sidérurgiques, justifie pour la SNCF la restructuration en cours. Les cheminots entendent, eux, préserver leur emploi et maintenir les effectifs du centre en s'appuyant, d'une part, sur leur revendication de réduction du temps de travail, d'autre part, sur les propositions d'une politique régionale des transports prenant en compte les besoins sociaux (réouverture de lignes omnibus voyageurs, utilisation des raccordements existants, etc.).

Les grévistes ont bloqué à plusieurs reprises l'ensemble du trafic régional, par l'occupation de plusieurs postes stratégiques. Le dimanche 10 février, ils séquestraient leur chef d'établissement plusieurs heures, à la suite d'une réunion extraordinaire du comité d'entreprise.

La direction régionale de la SNCF n'a pas hésité à utiliser un train de militaires missionnaires pour tenter de provoquer un affrontement dans une des gares occupées. Pour

des bénéficiaires et va toucher 65 milliards de centimes d'aide du département.

Dans le même temps, on apprend qu'à Revin une nouvelle réunion s'était tenue pour faire le bilan de l'action contre le chômage avec toutes les organisations plus le PS, que le principe d'une marche des chômeurs sur Charleville (chef-lieu du département) était adoptée. Celle-ci avait été proposée par le

l'instant, les propositions de la direction de la SNCF portent uniquement sur les conditions d'application de la mutation. Les travailleurs refusent toute discussion dans ce cadre. En choisissant la lutte plutôt que la valise, ils s'opposent à la mise en place du plan d'entreprise qui vise à supprimer trente mille emplois à la SNCF, à l'horizon de 1988.

EPINAL-METALLURGIE  
Contre la désindexation des salaires

Les travailleurs de la société La Trane (métallurgie, douze cents salariés), près d'Epinal, et leurs syndicats CGT et FO ont mis en échec la politique salariale du gouvernement et du patronat. Ils ont aussi refusé la politique de modulation des horaires hebdomadaires. La CGT et FO appelaient à une première

réunion, le 31 janvier, pour faire retirer du protocole d'accord proposé par la direction une clause autorisant les modulations d'horaires de 37 heures à 41 heures, quand la production est particulièrement importante. 93 % des salariés se prononcèrent pour une grève d'avertissement de deux heures. La direction renonça à son projet après consultation. Les travailleurs débrayèrent à nouveau le 7 février, exigeant une clause de sauvegarde des salaires en garantie du pouvoir d'achat. Le 12 février, la grève prenait fin : la clause de sauvegarde a été accordée pour les salaires inférieurs à 5 200 francs. Une clause d'indexation sur la hausse des prix, négociable en fin d'année, liée en partie aux résultats de l'entreprise, sera appliquée aux salaires supérieurs à 5 200 francs.

L'exemple fait tâche d'huile. Au moment où les travailleurs de la Trane reprenaient le travail, les salariés de Ladret-Babcock, entreprise voisine, déclaraient « en défense de leurs salaires ».

La direction régionale de la SNCF n'a pas hésité à utiliser un train de militaires missionnaires pour tenter de provoquer un affrontement dans une des gares occupées. Pour

PCF lors de la première rencontre mais refusée par SOS chômeurs.

Une délégation de Revin venait à Blagny soutenir les vingt-quatre. Le comité SOS chômeurs de Charleville (comité de chômeurs CGT) occupait, lui, le siège central des ASSEDIC ! A Sedan même, on discute fort de la création d'un « SOS chômeurs » sédannais.

Michel Ben

# La CGT s'en prend à la FEN

Saisissant au vol quelques attaques anticégétistes qui ont émaillé les propos de Pommatau lors du congrès de la FEN, Henri Krasucki relance la question de la scission de la Fédération de l'Education nationale.

Au terme de la conférence de presse du 14 février, le lendemain de la réunion de la commission exécutive confédérale, Henri Krasucki tient à faire une déclaration spéciale, largement diffusée par écrit aux salles de rédaction. Celle-ci porte un jugement définitif sur la FEN. « La FEN perd des forces organisées et de l'influence, notamment en raison de son renoncement à défendre énergiquement les revendications des enseignants avec les autres fonctionnaires. En décidant de signer l'accord salarial qui est dangereux pour l'ensemble des fonctionnaires, et par conséquent pour les enseignants, elle aggrave sa propre situation. »

Il ne s'agit pas d'une fastidieuse et débilante polémique syndicale de sommet. Elle implique un intérêt singulièrement accru de la CGT pour les enseignants. « La CGT s'adresse et s'adressera à tous les fonctionnaires, y compris aux enseignants, pour leur dire la vérité (...) Il s'agit de notre part d'une attitude ferme (...) contre la démission syndicale, d'où qu'elle vienne et en l'occurrence elle vient de la FEN. » La direction confédérale s'érige ainsi en référence du syndicalisme de classe. On n'avait pas remarqué depuis le 10 mai 1981 que les travailleurs, en y adhérant massivement, ou en votant comme un seul homme pour elle, lui avaient conféré de telles lettres de noblesse. Les combats non livrés par la CGT, notamment dans le secteur public, l'atteignent de la même manière que la FEN au plan de la désyndicalisation et de la chute de crédibilité.

Plus grave, Henri Krasucki annonce que la direction de la CGT et lui-même se-

ront « attentifs à ce qui se passe et se passera à la FEN et dans le monde de l'enseignement ». Ils ajoutent que « nous n'assisterons pas passifs à la dégradation de la situation et la CGT tirera, le moment venu, les conséquences des comportements de la direction de la FEN ». Quelles conséquences ? « Ça sera comme le voudront les dirigeants de la FEN et nous n'excluons aucune éventualité. Nous en prenons dès maintenant les enseignants à témoin. »

## Vers une scission douce ?

Georges Séguy était intervenu en 1980, au 40<sup>e</sup> Congrès de la CGT, et avant, au congrès du Syndicat national des enseignants de l'enseignement technique et professionnel CGT (SNETP), pour bloquer net une dynamique de syndicalisation des enseignants à la CGT, au nom de l'attachement à l'unité de la FEN, au nom de son respect pour la CGT. Henri Krasucki, son successeur, prend l'exact contre-pied des orientations du 40<sup>e</sup> Congrès et du 23<sup>e</sup> Congrès du SNETP-CGT.

Le dossier s'épaissit quand apparaissent, filtrant de la préparation du congrès du même SNETP, en mars, des rumeurs de demande de reconsidération de la position confédérale lors du congrès de novembre 1985. Serait demandée l'ouverture d'un débat concernant l'ensemble des personnels de l'enseignement, qui serait tranché par les délégués du 42<sup>e</sup> Congrès, portant sur la création de syndicats CGT de l'enseignement.

Il apparaît également que la structure même du



SNETP-CGT serait en train de changer, dans le sens de la décentralisation en syndicats départementaux intitulés « de l'Education nationale ».

Serait abandonné le sigle initial, le SNETP se bornant aux enseignements du technique et du professionnel.

Parallèlement, l'Union générale des fonctionnaires CGT entend regrouper au sein d'une vaste fédération unique les personnels régis

par les différents statuts de la fonction publique.

Dans le sillage de Force ouvrière, aidée par le PCI, qui s'en prenait directement à la FEN en organisant une scission interne et une campagne électorale concurrente, la direction de la CGT semble tentée par une démarche analogue. Il s'agirait, en quelques années, d'imposer à l'usure, lentement et progressivement, le fait CGT dans l'ensemble de l'enseignement. *Le Matin* du 15 février s'était fait l'écho d'une telle perspective cégétiste.

Si telle était bien l'intention de la centrale de Montreuil, cette démarche n'arrangerait en rien l'image de marque généralement ternie du syndicalisme français. Et personne ne voit en quoi la création, après FO, d'autres syndicats d'enseignants CGT serait une meilleure garantie de défense de leurs intérêts.

Jean Lantier

## Editorial des feuilles d'entreprises

# Comment lutter contre Le Pen

Le Pen est un vieux cheval de retour de toutes les démagogies. Député de Poujade en 1957, il troque son mandat contre la gégène des paras de Bigeard. Le voilà ressortant la croisade anti-Arabs qu'il perdit, là-bas, en Algérie.

## Quel mauvais vent pousse Le Pen ?

Le Pen n'a rien inventé, même pas la torture, dont il justifie l'emploi contre les indépendantistes algériens. Ses thèmes anti-immigrés sont puisés à la source du racisme le plus hideux. Hitler le disait il y a cinquante ans : 700 000 chômeurs, c'est 700 000 juifs de trop. Le Front national de Le Pen reprend : trois millions de chômeurs, c'est trois millions d'immigrés de trop. Le Pen se nourrit d'abord du cancer du capitalisme en crise, le chômage. Il récupère la peur qui en résulte, l'exaspération et le désespoir qu'il provoque. Il veut retourner la colère contre les travailleurs étrangers, pour mieux protéger les patrons-licencieurs, fauteurs de chômage.

Et derrière sa croisade anti-immigrés, il veut organiser une guerre sainte anti-ouvrière, visant les syndicats et les partis des travailleurs : le Front national rêve de commandos genre CSL (ex-CFT) qui cassent du gréviste.

Alors, pourquoi ce succès ?

## Les trahisons de la gauche

La progression de Le Pen, la gauche en est responsable en partie. Quand le PS et le PCF étaient ensemble au gouvernement, combien de grèves d'immigrés se sont vues agressées par les CRS ? Combien d'incitations au « retour » des

étrangers dans leur pays d'origine ? A Tallot, la CSL, armée, attaque les grévistes. Les CRS du gouvernement évacuent les grévistes. A Citroën, les flics aident la maîtrise à faire passer les immigrés dans ces cages à rats dignes de l'apartheid.

Et combien de maires de gauche, socialistes comme communistes, ont propagé l'idée que « concentration d'immigrés = insécurité = délinquance » ? Tout cela apporte de l'eau sale au moulin anti-immigrés de Le Pen.

## L'issue : la riposte unitaire immédiate

Empêcher le développement de ce fléau d'extrême droite, c'est, nous dit-on, s'attaquer aux racines du mal, le chômage. Quand un bateau est en train de couler, faut-il écopier l'eau ou boucher le trou par lequel elle entre ?

Les deux, bien sûr. Entre la lutte contre les patrons licencieurs et l'austérité gouvernementale, et la lutte contre Le Pen, il n'y a pas à choisir ni à faire de préalable.

Lutter contre le chômage, dans l'unité, c'est lutter contre les agents du patronat qui le protègent en désignant les immigrés comme boucs émissaires.

Lutter contre Le Pen, ce n'est pas de la diversion. C'est reconstruire un mouvement unitaire contre l'austérité.

Le patronat possède un allié fidèle : Le Pen. La droite traditionnelle fait de Le Pen son allié. Car il n'y a pas une droite propre et une extrême droite sale. Les vases communiquent, selon un principe célèbre. La gauche, elle, a fait de Le Pen une vedette de la télévision. La seule issue, c'est la mobilisation unitaire contre Le Pen. Et contre le chômage qui le nourrit.



ENTRETIEN AVEC DEUX MILITANTES  
DE LA LCR DES CHEQUES POSTAUX

## «Pour construire l'alternative, nous créons une dynamique unitaire»

*Nous publions, à partir du présent article, des exemples d'initiatives pour la construction d'une alternative politique. Bien entendu, nous ne les présentons pas comme des modèles. Inévitablement, la démarche pour créer cette alternative empruntera des chemins divers.*

Dans ce centre des chèques postaux parisiens, les militantes et militants de la LCR sont connus par le personnel pour leur activité politique mais aussi syndicale. L'activité de la LCR est riche de nombreuses initiatives. Voici les problèmes rencontrés par les militants LCR, expliqués par Jeanne et Corinne, toutes deux militantes du centre.

● **Quelle analyse faites-vous de l'état d'esprit de vos collègues ?**

**Jeanne** — Nombreux sont celles et ceux qui pensent que ça ne va pas, essentiellement la politique du PS et du PCF depuis le 10 mai, l'inertie des confédérations syndicales alors qu'on en prend plein la tête... Mais en même temps, ils ne voient aucune force assez crédible pour proposer et mettre en œuvre autre chose. Non seulement aucune force organisée ne peut prétendre représenter une réelle alternative aujourd'hui, mais l'image donnée par les organisations révolutionnaires sur la boîte n'améliore pas les choses. On nous le dit assez souvent : « Les organisations, ou vous vous ignorez, ou vous vous engagez. » Dans les deux cas, le résultat n'est pas vraiment encourageant.

● **Par quelle démarche avez-vous entrepris de surmonter cette difficulté ?**

**Corinne** — Nous avons commencé par une discussion collective, entre nous. La question était la suivante : comment faire pour que se précise « à la base » une volonté collective de construire une force politique alternative aux grandes organisations du mouvement ouvrier ? Comment faire pour que les possibilités d'action commune apparaissent sans que soient mis sous la table les désaccords souvent profonds ? Alors nous n'attendions pas de miracle et nous avons débuté modestement. Nous avons décidé d'inviter désormais systématiquement les militants des différentes organisations présentes dans la boîte à nos réunions ouvertes. Et ce afin qu'un débat puisse avoir lieu entre eux, mais aussi pour que tous ceux

qui n'appartiennent pas à une organisation politique, mais qui se posent des questions puissent le faire dans le cadre d'une confrontation des différentes positions. En 1984, nous avons fait trois réunions de la sorte. L'une sur la préparation du Rassemblement contre l'austérité, la seconde sur la montée de l'extrême droite (vingt participants), la troisième sur la solidarité avec le Nicaragua (trente personnes). Leur préparation fut presque aussi importante que leur tenue.

● **Mais les invitations ont-elles reçu une réponse positive ?**

**Jeanne** — Nous avons renouvelé nos invitations aux autres militants, qu'ils viennent ou non. C'était au moins l'occasion d'une discussion avec eux et avec les collègues qui ne sont pas organisés, mais attentifs à ce que fait l'extrême gauche. Et l'on a vu celles et ceux qui n'étaient pas organisés nous demander des nouvelles, quelles étaient les réponses de tel ou tel de nos invités, et faire pression pour que la confrontation ait lieu. Malgré cela, tous les invités ne venaient pas. Et une camarade du PCML a fini par nous dire : « Si vous voulez vraiment une ouverture, une participation large, pourquoi ne proposez-vous pas la co-organisation ? » Notre réponse fut immédiate : OK, nous le faisons dès la prochaine réunion.

● **Vous parlez de débat ? Là était seulement votre intention ?**

**Corinne** — Non, nous voulions aller plus loin que le débat. Nous avons projeté une initiative de solidarité avec la lutte des Kanaks. Pour la co-organiser, nous avons contacté le PS, le PCF, LO, le PCI, Pouvoir ouvrier, le PCML et des militants de la JOC de la boîte. Les militants du PS ont refusé. Ceux du PCF n'ont pu se décider à formuler un refus et ont choisi... de ne pas répondre. Le PCML et PO ont accepté. Le PCI n'était « pas intéressé » ! Les militantes de LO ont dit qu'elles viendraient mais refusaient

d'appeler sur ce sujet... Quant aux camarades de la JOC, elles ont refusé la co-organisation faute de position de leur organisation, mais elles ont été intéressées par notre démarche.

● **Quel bilan provisoire tirez-vous de cette initiative ?**

**Jeanne** — Malgré les refus, les modalités de l'initiative entraînent des militantes (et des militants) syndicales, des collègues non organisés. Elles prennent en charge sa préparation. Matériellement, ils ou elles demandent des invitations à distribuer autour d'eux, vont voir celles ou ceux qu'ils connaissent pour qu'ils viennent à la rencontre. Dans le cas d'une initiative de la LCR seule, au mieux ils viennent assister.

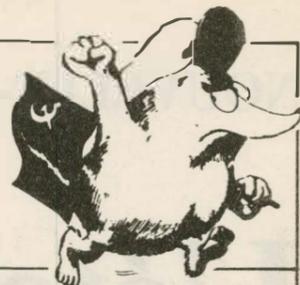
Pour nous, donc, impulser cette pratique est d'autant plus important que la défiance vis-à-vis des grands partis est double. Politique, bien entendu. Mais aussi par rapport à leur façon de faire de la politique, une affaire de ténors où les gens n'ont qu'à suivre ou refuser de suivre. Et si nous voulons que les échéances, d'ici 1986, soient vécues autrement que passivement, il nous faut offrir un cadre où nos collègues puissent s'exprimer et peser sur les choix politiques.

● **N'avez-vous pas tendance dès lors à dissoudre la LCR ?**

**Corinne** — On peut dire que jusqu'ici, en pratique, cela a été le contraire. Nous avons été amenés à diffuser plus de matériel, à vendre plus de journaux, et même à essayer d'être plus rigoureuses sur la sortie de la feuille de boîte. Même si c'est encore insatisfaisant.

Tout cela suppose d'avoir le souci d'associer le plus possible les travailleuses à notre démarche politique, d'expliquer publiquement notre volonté de pratique commune. C'est-à-dire saisir toutes les occasions sur l'entreprise pour enclencher cette dynamique, proposer l'action et le débat. Y compris avec les camarades de LO par exemple, qui nient cette nécessité, mais qui ont du mal à justifier leur position. Cette démarche, globalement, permet d'aborder en commun, avec des militant(e)s d'horizons très divers, le problème de la construction d'une alternative politique. Et ce malgré le handicap d'une situation sociale qui limite l'expérience concrète.

Propos recueillis par Jean-Boris



## La LCR en campagne dans le Finistère

La LCR présente deux candidats aux élections cantonales dans le Finistère, à Brest et à Quimper. Les militants et les sympathisants participent activement à la campagne : vente de *Rouge* sur les mar-

chés de la ZUP, porte à porte, affichage de grands bandeaux sur les murs. Le 13 février, notre camarade Alain Krivine était à Brest pour y tenir une conférence de presse avec le candidat, Christophe Inizan,

instituteur. Le soir avait lieu une réunion publique à Quimper avec l'autre candidat, André Garçon, employé aux PTT. Environ soixante-dix personnes étaient présentes.

## A l'occasion du quarantième-septième anniversaire de la mort de Léon Sedov

A l'occasion du quarantième-septième anniversaire de la mort de Léon Sedov (le fils de Natalia Sedova et de Léon Trotsky), dans des circonstances qui n'ont jamais été élucidées, et du transfert de ses restes dans une concession perpétuelle, une cérémonie s'est déroulée le samedi 16 février, au cimetière de Thiais, dans la banlieue parisienne.



Sur la nouvelle sépulture de Léon Sedov, Pierre Broué, président de l'Institut Léon-Trotsky, et Marguerite Bonnet, mandataire du petit-fils de Trotsky, ont pris la parole. Une délégation du secrétariat

unifié de la IV<sup>e</sup> Internationale et du bureau politique de la LCR a assisté à cette cérémonie. La veille, Corinne

Rapaut, Michel Wichard et Michel Lequenne avaient présenté le film qu'ils ont réalisé, *la Mort de Léon Sedov*.

## Jean-Paul Valette, candidat à Sarlat (Dordogne)

Plus de cent personnes au meeting de Sarlat, le 13 février, avec Alain Krivine. Une discussion qui s'est prolongée jusqu'à minuit sur les possibilités et les difficultés de développer des regroupements larges pour une alternative anticapitaliste.

Dans les jours qui viennent, une réunion se tiendra dans chacune des onze autres communes du canton.

C'est à Sarlat, dont le maire PCF, Louis Del-

mon, est le conseiller général sortant, que se présente Jacques Ricard, le responsable régional du Front national.

Jean-Paul Valette s'est adressé aux trois autres candidats de gauche pour leur proposer une riposte commune à la campagne fascisante de Ricard, et préparer les conditions de la défaite de De Peretti, le « candidat unique de l'opposition », c'est-à-dire celui des trois candidats de droite qui, investi officiel-

lement par le RPR et l'UDF, sera présent selon toute vraisemblance au second tour.

*Le Petit Rouge du Périgord*, dans ses numéros de février et mars, analyse longuement avec Jean-Paul les réalités de ce canton et les axes de la bataille politique que nous y menons.

(Pour recevoir un numéro du « Petit Rouge », écrire à CEMD, BP 11, 24650 Chancelade.)

## Un meeting de la LCR à Lille

Cent soixante-dix personnes ont participé à Lille à un débat avec Alain Krivine et Philippe Legrand, employé des PTT et candidat à l'élection cantonale. De nombreux jeunes, des syndicalistes, des militants du PCF, sont venus. Le débat a duré plus d'une heure : il a porté notamment sur les perspectives de construction d'une alternative unitaire anticapitaliste. A la fin, près d'une vingtaine de personnes ont laissé leur adresse pour être recontactés.



## NOUVELLE-CALEDONIE

## L'état d'urgence à sens unique

Une fois de plus, Pisani vient de démontrer qu'il trompe le peuple kanak. Son état d'urgence c'est bon pour les Kanaks, pas pour les caldoches abrités sous l'aile bienveillante des gardes mobiles.

L'escalade de la provocation coloniale a connu un nouveau degré, le dimanche 1<sup>er</sup> février. En allant pique-niquer à Thio, les militants du Front calédonien ont voulu faire une démonstration de force. Leur expédition n'a pu se réaliser que grâce à la complicité des gardes mobiles, qui les ont laissés se rendre au milieu des installations de la fort accueillante société Le nickel. Comblant les vœux pieux des pique-niqueurs, les forces de l'ordre colonial se sont livrées à une attaque sauvage contre la tribu de Saint-Philippo.

### Une attaque sauvage

Au départ de cette partie de campagne musclée, on retrouve la phrase du dirigeant du RPCR, Jacques Lafleur, une des plus grosses fortunes de l'île. Après la dissolution du conseil municipal de Thio, que présidait le seul élu du Front national, Roger Galliot, il appelait les caldoches à « accompagner » les habitants de la

commune, aujourd'hui enfuis à Nouméa, lors des futures élections. L'idée d'un pique-nique séduisit toute la droite car elle permettait de narguer l'état d'urgence en tentant d'intimider les Kanaks dans le fief d'Eloi Machoro.

Le RPCR, se sentant le vent en poupe après avoir violé en toute impunité l'état d'urgence sous les grilles du Haut-Commissariat, multiplia les appels à cette provocation, par la voix de Roger Laroque, maire de Nouméa. L'envoyé du RPR, Charles Pasqua, annonça même qu'il serait de la partie. Le RPCR ne fit machine arrière qu'après qu'Edgard Pisani ait annoncé que le pique-nique était interdit. Le Front calédonien, lui, maintenait son appel.

La suite, tout le monde a pu la voir à la télévision : ces colons dont certains portent une croix gammée en tatouage parlementant avec le capitaine Saffray, commandant l'unité de gardes mobiles. Les responsables du Front calédonien prenant des airs mi-Sainte-Nitouche mi-goguenards



Devant les pique-niqueurs du Front calédonien, un barrage-passoire plutôt débonnaire.

## Des pique-niqueurs musclés

Le Front calédonien a été porté sur les fonts baptismaux en novembre 1982 quand une trentaine de nervis casqués et armés de barres de fer attaquent le siège de l'Assemblée territoriale où la majorité venait de basculer en faveur du Front indépendantiste grâce à une coalition avec la Fédération pour une nouvelle société calédonienne.

A leur tête, les actuels dirigeants, Claude Sarran, Alain Dagostini. Tous deux résident depuis moins de quinze ans dans le territoire en 1985, et le second est représentatif de ces pieds-noirs venus s'installer en Nouvelle-Calédonie à la recherche du statut dont ils disposaient en Algérie.

L'ancien dirigeant et fondateur Justin Guillemaud a quitté la boutique pour rejoindre le RPCR

avant les dernières élections. Sa base est surtout constituée de commerçants, chefs d'entreprise, artisans, pour la plupart immigrés récemment.

Son dernier score électoral est plutôt médiocre, un peu plus de sept cents voix. Il a été actif pour s'opposer aux occupations de terres par des Kanaks.

Enfin, il ne faut pas le confondre avec son rival, le Front national, qui disposait d'un élu à Thio, Roger Galliot. Il partage cependant avec lui un anticommunisme qui pousse le FC à des positions pro-américaines.

Le Front calédonien, avant d'aller pique-niquer, organisait des convois automobiles, sous couvert d'actions humanitaires, pour sillonner avec la bénédiction des forces de l'ordre la Grande-Terre.

puisque le capitaine se montrait si compréhensif en laissant passer 71 voitures et deux cents personnes pour la plupart non originaires de Thio. La suite, c'est aussi ces gardes mobiles matraquant les membres de la tribu de Saint-Philippo, les attaquant à la grenade offensive et à tir tendu. Il faut dire que cette tribu, les gardes mobiles la connaissent... Dans notre numéro daté du 1<sup>er</sup> février, nous faisons état des témoignages du FLNKS sur les raids auxquels se livraient les forces de l'ordre après la tombée du couvre-feu.

Le capitaine Saffray, non plus, n'est pas un inconnu. Il se trouvait sur place quand les hommes du GIGN ont abattu Eloi Machoro et Marcel Nonnaro. Cela explique sans doute son enthousiasme à faire charger les habitants de la tribu dont la propre sœur d'Eloi, Marie-Françoise Machoro, que l'innénarrable Thierry Desjardins a vu « les yeux hors de la tête ».

Le reporter colonial discute beaucoup dans les cercles caldoches, comme

son compère Alain Camille, alias A. D. G., correspondant de *Minute* et antenne du Front national. Il décrit à Thio « une petite bande hirsute », « une quarantaine de militants à moitié nus » avant de conclure son article par une question, « Pourquoi a-t-on fait des blessés et pourquoi n'a-t-on procédé à aucune arrestation ? »

### La visite de Pasqua

Très bonne question que l'on pourrait poser devant la complaisance manifestée envers les caldoches pour qui tout est devenu prétexte à manifestation.

Le président du gouvernement de Polynésie, Gaston Flosse, arrive pour signer une alliance avec son collègue Ukeiwé, on manifeste. Charles Pasqua, sénateur RPR, se pointe, on manifeste. Tous les soirs, la fine fleur du RPCR et de l'extrême droite se rassemblent, sans être inquiétée, de Baie-de-Moselle, d'où elle part en cortège de voitures.

à travers Nouméa, phares allumés en klaxonnant.

On vient d'apprendre qu'un Européen vient d'être enfin inculpé pour le sabotage du camp des Sapins, à la mine de Thio.

La venue de Pasqua n'a fait que doper le moral des troupes du RPCR. Il faut dire qu'après les visites de Jacques Godfrain puis de Bernard Pons, la venue de quelqu'un qui n'est pas précisément du genre intellectuel mais plutôt homme de terrain, n'est pas sans signification. Charles Pasqua était délégué national à l'action dans le bureau exécutif de l'UD-V<sup>e</sup>, ancêtre du RPR. Il a déclaré à *Aurore* du 13 février 1979, qu'il était l'un des fondateurs du SAC. Une belle carte de visite... Pasqua l'a clamé bien fort : « La défense de Bastia commence à Nouméa. »

De fait, le RPCR s'emploie à faire monter la pression, tout en n'engageant pas une épreuve de force décisive. Il lui faut compter avec ses ultras et avec les risques de débordement par l'extrême droite. En même temps, existe en son sein une fraction qui serait ten-

tée par un statut d'autonomie, préservant les intérêts des vieilles familles qui règnent sur le territoire. Ces secteurs ne sont pas dans la même situation que les colons de fraîche date souvent pieds-noirs, qui veulent prendre une revanche sur l'histoire et constituent la base du Front calédonien.

Si la droite se sent si forte, c'est qu'en face d'elle, le représentant du gouvernement pratique une défense élastique qui consiste à dire que les agissements illégaux de la droite ne seront pas tolérés pour les laisser ensuite se dérouler tranquillement. Edgard Pisani ne manque pas de culot dans son communiqué faisant suite au pique-nique en déclarant : « Parmi les participants, il y avait des habitants de Thio, réfugiés dans la région de Nouméa. Dès qu'ils se présentaient au col de Nassierah, les habitants de Thio ont été autorisés à se rendre dans leur ville, dans leurs maisons. Leur cortège pacifique, pourtant, a suscité la crainte des tribus qui se



Charles Pasqua, un homme d'action...



Les mobiles chargent les habitants de la tribu de Saint-Philippe.

... sont mises en état de défense. » Pisani peut toujours se plaindre de ne pas avoir été informé de la situation sur le terrain, son communiqué, comme c'était le cas lors de l'assassinat, le 12 janvier, d'Eloi Machoro ne sert qu'à couvrir les agissements des forces sous les ordres du général Debeir. Mieux, le FLNKS a révélé lors d'une conférence de presse lundi après-midi que Pisani lui avait demandé de ne pas publier le communiqué dénonçant la provocation des fascistes et ce,

deux jours avant le piquet. Pour convaincre le représentant du FLNKS, le Haut-Commissaire n'hésitait pas à affirmer qu'il se donnait les moyens de faire respecter son ordre d'interdiction.

Que Pisani ne contrôle par l'appareil d'Etat qu'il est censé avoir en main n'est pas le problème des indépendantistes, c'est une affaire intérieure de l'Etat colonial. Pisani utilise cet argument pour convaincre de sa bonne foi la direction du FLNKS mais il vient de démontrer une fois de plus et au prix fort pour les Kanaks

que l'état d'urgence c'était pour eux et que la fraternisation des institutions infiltrées par les ultras ne concernait que les colons.

**Quel plan Pisani ?**

Quand a-t-on entendu Pisani s'élever publiquement contre les agissements des milieux colonialistes, contre les exactions commises par les forces de gendarmerie ? Aucune solidarité ne le lie au peuple kanak tandis que des liens existent entre le Haut-Commissaire, des responsables de la gendarmerie, des notables comme Jacques Lafleur à travers la franc-maçonnerie.

Le FLNKS a publié une déclaration dans laquelle il ne peut que constater qu'« une fois de plus Edgard Pisani trompe le peuple kanak (...) Pisani fait son propre jeu au profit de la droite anti-indépendantiste. » Le FLNKS demande dans le même communiqué à Pisani de faire respecter l'Etat d'urgence en expulsant du territoire les dirigeants du Front calédonien. Il appelle enfin « tous ses militants à mettre en œuvre avec encore plus de détermination les motions votées au deuxième congrès du FLNKS de Nakety, car désormais, le peuple kanak ne doit compter que sur lui-même. »

On peut se demander ce qu'il reste du plan Pisani, ce que le délégué du gouvernement va ramener à Paris pour le 31 mars. Laurent Fabius, dans sa lettre du 11 février, lui écrivait : « Dans un esprit d'ouverture, vous recherchez le plus large accord possible et vous vous attachez à prendre en compte les plus intéressantes des propositions avancées

par les diverses parties. » Pisani déclarait alors à propos du projet RPR présenté par Dick Ukeiwé : « Entre une autonomie allant jusqu'au bout du dialogue — et cela semble la logique de M. Ukeiwé — et une indépendance fortement associée à la France, il y a fort peu de différence. Plus j'analyse les deux thèses, plus je constate que la différence est étroite. »

Les vues de Pisani sont

on ne peut plus claires. Il ne désespère pas de parvenir à un accord « entre Kanaks ». Il s'est montré sensible au discours de Jean-Marie Tjibaou, il lance une opération de séduction à l'égard d'Ukeiwé et compte sur Nidoish Naisseline, apparenté à Ukeiwé pour faire la jonction. Ce dernier rentre en Nouvelle-Calédonie après avoir été reçu par les partis de droite, le Parti communiste et le Parti socialiste.

Pour parvenir à un tel accord, Pisani devra accomplir de nouvelles reculades vis-à-vis de la droite caldoche, qui sent le moment favorable, reculades qui ne se feront qu'aux dépens du peuple kanak.

Dimanche, une fois de plus, du sang kanak a coulé et le colonialisme français s'est montré sous son jour le plus cru. Edgard Pisani aussi.

Jean-Jacques Laredo

**De tous les coins de l'Hexagone**

**PARIS**

● Mardi 22 janvier, à l'initiative de la section CFDT de la FNAC-Monparnasse, le personnel du magasin était invité à débattre à propos de la Nouvelle-Calédonie. Un membre de l'association Information et soutien aux droits du peuple kanak était invité, ainsi qu'un membre du syndicat USTKE. Ce dernier n'a pu se libérer à temps. Malgré cette absence, la réunion a été jugée particulièrement intéressante par les vingt-cinq personnes qui y ont assisté. Un débat général et intersyndical pour le personnel de l'ensemble des FNAC de Paris (magasins et dépôts) est envisagé. Notons enfin, que le 24 janvier, le congrès du Sycopa (syndicat CFDT du commerce de Paris) a voté une motion de soutien pour l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie. Un télégramme au nom du Sycopa sera envoyé au FLNKS pour faire état de cette motion.

● Le congrès des SETE (inspection du travail) de Paris préparatoire au congrès de la Fédération des affaires sociales CGT a adopté un amendement à la résolution d'orientation en faveur de l'indépendance kanake et socialiste.

● Mercredi 12 février, plus de quarante personnes à une réunion organisée par la CGT et la CFDT sur le centre Parmentier de l'inspection du travail de Paris pour écouter trois représentants de l'AISDPK et de l'USTKE. Enorme succès puisque l'immeuble ne regroupe que cinquante fonctionnaires. Collecte de 350 francs et engagement d'organiser des réunions dans les autres centres.

● Une centaine d'étudiants ont participé au meeting, à Jussieu, sur la Nouvelle-Calédonie organisé par la LOR, la LDH, le PCF, la LCR et le Comité Palestine. Une réunion constitutive de l'association locale a rassemblé une dizaine de personnes.

**NICE**

Le vendredi 15 février, la municipalité PCF de Trinité, ville voisine de Nice, a accueilli le meeting de l'association rassemblant cent personnes environ. L'annonce de cette initiative a été faite sur deux radios locales. Le lendemain, le journal local du PCF, le *Patriote*, a organisé un débat entre les représentants du FLNKS et les militants.

**BORDEAUX**

Dans une salle de la municipalité, à l'appel du FLNKS et de l'antenne de l'association existant tous deux sur Bordeaux, 180 personnes sont venues s'informer sur la lutte du peuple kanak. De nombreux étudiants étrangers étaient présents. Une collecte de mille francs a pu être faite. Aucune information sur ce meeting n'est passée dans les médias.

**LAVAL**

Le meeting du 14 février a été appelé par l'UTCL, le PS, la LCR et le PSU, chaque organisation a fait son propre appel. De nombreux syndicalistes de la FEN, de la CFDT et de la CGT étaient présents. Une discussion passionnante s'est déroulée, poursuivie après par trente personnes en vue de la constitution d'un comité large afin de développer une solidarité dynamique sur la région. L'attitude du PC de Laval, qui non seulement n'a pas participé au meeting mais s'est permis en plus de dénoncer les organisations parties prenantes de l'initiative, doit être dénoncée vigoureusement.

**EN SOUSCRIPTION** jusqu'au 23 février **50 F.**  
 le livre de Claude Gabriel et Vincent Kermel  
**Nouvelle-Calédonie : la révolte kanake.**  
 L'objectif de ce livre se veut modeste: contribution solidaire à la lutte du peuple kanak en présentant les grands traits de l'histoire de la longue révolte kanake contre le colonialisme. Cependant, il est indispensable pour aider à comprendre ce qui aujourd'hui occupe la première place dans les médias: l'affrontement d'un peuple pour la revendication de son indépendance.  
 Par la présentation des fondements économiques de l'oppression et de l'exploitation coloniales, la spoliation des terres, l'apartheid calédonien, l'évolution du mouvement politique kanak de l'intégration à la revendication d'indépendance, les auteurs apportent une contre-information aux "vérités" journalistiques des grands moyens d'information - presse, radio, télévision-. Les derniers chapitres sont consacrés à l'après 81 et l'évolution vers le conflit ouvert entre le FLNKS et l'état colonial français.

50 F au lieu de 65 F jusqu'au 23 février 1985.  
 A retourner à: PEC, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil.

Je commande ..... exemplaires de Nouvelle-Calédonie: la révolte kanake, à 50 F l'exemplaire.  
 Je le prendrai à la librairie La Brèche, 9, rue de Tunis, 75011 Paris.  
 NOM .....  
 Je désire le recevoir dès parution à l'adresse ci-dessous, moyennant 6,50 F pour les frais d'expédition.  
 NOM .....  
 N° et rue .....  
 Code postal et localité .....  
 Je joins mon règlement de ..... F (chèque à l'ordre de PEC).

## PEROU

## L'armée au premier plan

*Au moment où le pape est allé prêcher à la population péruvienne la résignation et la soumission, les caméras n'ont pu éviter de montrer, même fugitivement, une réalité de plus en plus difficile à dissimuler : manifestants matraqués par la police, arrestations massives. La terreur armée est aujourd'hui au Pérou une méthode de gouvernement.*

S'appuyant sur l'état d'urgence, décrété en août 1982, et sur la loi « antiterroriste », les forces de l'ordre ont depuis deux ans multiplié les tortures, les disparitions, les assassinats. Depuis décembre 1982, l'armée exerce le pouvoir de fait dans le département d'Ayacucho. La lutte contre la guérilla du Sentier lumineux est, là-bas, le prétexte à une répression féroce et massive (six mille morts, un millier de disparus), qui touche principalement les dirigeants des syndicats, des organisations paysannes, des coopératives agricoles, et les militants des partis de gauche. Les militaires enrôlent de force les paysans dans les « patrouilles d'autodéfense civile », et la population est soumise à une surveillance permanente.

L'armée, théoriquement écartée du pouvoir depuis l'élection présidentielle de 1980, est de fait en train de prendre une place prépondérante dans la vie politique. Elle a pour cela non seulement l'arsenal législatif, mais les moyens matériels : les Etats-Unis prévoient de doubler leur aide militaire, pour lui fournir un équipement antiguerrilla complet. Quant au gouvernement du Parti d'action populaire, présidé par Fernando Belundé Terry, il est trop embourbé dans la crise pour ne pas lui laisser les mains libres...

### Plus de 50 % de chômeurs

Tout concourt à signer la faillite du régime : le pays est au bord de la banqueroute économique, et le pouvoir affronte un mécontentement social croissant : ce n'est pas par hasard si le pape a choisi ce pays pour lancer en Amérique du sud une attaque d'envergure contre la théologie de la libération. Ce gouvernement, dit démocratique, n'a pas hésité à appliquer les mêmes recettes que les dictatures d'Argentine et d'Uruguay en leur temps, et du Chili. Sa politique ultralibérale s'est essentiellement caractérisée par un mouvement de reprivatisation et de démantèlement des principaux centres industriels, comme l'entreprise nationale de pêche Pescaperu.

tuent aux dépens des coopératives.

Le résultat : une population poussée par la misère et le sous-emploi rural se concentre de plus en plus dans les villes. Or, le gouvernement, pour tenter de juguler une inflation qui avoisine les 100 % par an, et surtout pour résoudre une dette extérieure de près de quinze milliards de dollars, ne trouve rien d'autre à faire que d'appliquer les recettes du Fonds monétaire international, tristement classiques : coupes sombres dans les budgets sociaux (ce qui ne l'empêche pas d'accroître le gaspillage des dépenses militaires), et réduction drastique du pouvoir d'achat des masses.

L'échec patent de cette politique a divisé la coalition bourgeoise au pouvoir, et le Parti populaire chrétien (PPC), allié de l'Action populaire (AP), s'en désolidarise de plus en plus.

Le rejet général du régime s'est déjà traduit de plusieurs manières : victoire de la coalition de la Gauche unie aux élections municipales de janvier 1984, et succession d'arrêts de travail (« paros civicos »), dont la grève générale de septembre 1983 avait été un temps fort.

### Une expression déformée des luttes

Mais ces luttes sont sectorielles, et ont pâti à la fois de leur manque de coordination, et de l'absence de direction politique.

Ces éléments expliquent l'apparition et l'implantation de la guérilla du Sentier lumineux dans la région d'Ayacucho. A partir de la situation concrète d'une des régions les plus pauvres et marginalisées du pays (sans

industrie, sans infrastructure, et vivant sur une agriculture d'autosubsistance), les militants du Sentier lumineux, étudiants pour beaucoup issus des communautés paysannes andines, ont pu capitaliser le sentiment de révolte d'une partie de la population. Ainsi, en 1983, une grève appelée par eux contre la répression dans la région d'Ayacucho avait été suivie à 90 %. Sentier lumineux constitue ainsi une représentation déformée de luttes légitimes.

Mais cette organisation ultragauchiste et sectaire n'a aucune perspective d'organisation à proposer aux masses paysannes et encore moins urbaines : elle se substitue à elles sans tenir compte de leur niveau de conscience et les expose sans défense à la répression aveugle de l'armée. Enfin, et surtout, elle emploie par-

fois des méthodes analogues à cette dernière en guise de propagande (même s'il faut faire la part de la désinformation à ce sujet). Si bien que des réactions de refus se manifestent, et de manière croissante, dans un certain nombre de communautés.

Il est donc important que le mouvement populaire puisse sortir de ce piège et parvienne à dessiner des perspectives claires. Situation urgente puisque l'APRA, principale formation bourgeoise d'opposition, pourrait mettre à profit la débâcle du gouvernement, aux prochaines élections prévues en avril. Il faut que dans la Gauche unie, comme dans les syndicats où s'ébauchent des courants particulièrement combattifs, puisse s'organiser une riposte de masse à la répression et à l'austérité.

Sophie Joanny



## ISRAEL

## Saïda évacuée

Les troupes israéliennes viennent d'effectuer la première des trois phases de l'opération de retrait du Liban. L'opération « Paix en Galilée », qui devait être de courte durée avait débuté par l'invasion du Liban en juin 1982 et elle n'est pas encore achevée. Les troupes sionistes occupent encore après cette phase un cinquième du territoire libanais. Derrière plane l'ombre des massacres de Sabra et Chatila qu'elles ont livrés aux miliciens fascistes.

Elles campent actuellement à une trentaine de kilomètres de la frontière, au nord du fleuve Litani. La prochaine phase prévoit le retrait de la plaine de la Bekaa où les troupes israéliennes font face aux troupes syriennes. La réaction de la population libanaise après le retrait sioniste est sans équivoque. Des explosions de joie ont salué le départ d'une armée d'occupation honnie, qui tout en se retirant agite la menace de son retour.

Une telle éventualité est avancée par l'extrême droite sioniste qui ne voit que ce genre de solution pour imposer sa politique expansionniste. Elle ne serait pas sans provoquer une crise encore plus grave que celle qui a fait suite au début de l'intervention au Liban. Six cent quinze soldats israéliens sont morts, un

chiffre beaucoup plus élevé que lors des guerres précédentes. Le correspondant du journal israélien *Haaretz* a croisé sur sa route les soldats du régiment d'élite « Golani » qui se repliaient : « Ils avaient le regard des soldats américains à la fin de la guerre du Vietnam. »

J.-J. L.

## INDE

## Les criminels du capital

Il y a un peu plus de deux mois, la ville de Bhopal devenait une ville martyre. Le nom du bourreau : Union Carbide, un trust de la chimie qui possède une usine près de Béziers.

Cette catastrophe, qui ne doit rien à la nature mais tout au capitalisme a fait environ 2 500 morts et plusieurs dizaines de milliers de blessés. Il apparaît aujourd'hui que 25 % des bébés nés de mère ayant été exposée aux émanations toxiques sont morts.

L'enquête fait apparaître une accumulation de manquements aux règles de sécurité. L'agence de presse indienne UNI affirme que l'Union Carbide avait été informée des risques d'une fuite. Il faut croire que l'Inde est trop éloignée et la population indienne trop insignifiante pour les criminels du capital.

J.-J. L.

# La Felicidad, Ah ! Ah ! Ah !

*Surtout quand vous entrerez dans une librairie ces jours-ci, n'hésitez pas ! Dirigez-vous tout droit vers le coin de la littérature étrangère. Allez-y les yeux fermés : c'est là qu'il se passe quelque chose en ce moment. Parmi les nouveautés, quelques titres succulents et débordant d'humour vous attendent.*

L'important, le sel de ces livres, c'est leur humour ; un humour d'autant plus violent qu'il s'exerce ici dans des conditions tragiques (extrême pauvreté, maladie grave et même meurtre !), ou dans des circonstances assez dramatiques (amour perdu, folie, absurdité de la bureaucratie chinoise, etc.).

Horacio Quiroga est le roi de cet humour froid. Né en Uruguay en 1878, il décide de se tuer à Buenos-Aires en 1937, parce qu'il est atteint d'une maladie inguérissable. Le malheur aura marqué sa vie : il tue par accident son meilleur ami, ce dont il ne put jamais se consoler, et plus tard il perd sa femme qui se suicide.

De quoi se répandre en larmes et en lamentations. Mais pas pour Quiroga. Certes, ses *Contes d'amour, de folie et de mort*, Unesco éditions A.-M. Métaillé, 63 F, portent la marque de l'enfer, mais ils sont écrits avec une concision, une sobriété, une apparente absence de sentiments, une précision glaciale, qui laissent stupéfait. Ce sont des petits chefs-d'œuvre.

Ce recueil, paru la première fois en 1917, est aujourd'hui enfin réédité. Nous en devons la traduction à Frédéric Chamber. (Un coup de chapeau, au passage, pour tous ces traducteurs !) Les éditions Actes-Sud rééditent d'ailleurs *De la traduction*, de Valéry Larbaud, un très joli petit bouquin pas trop cher (49 F), plein de l'odeur délicieuse des gros vieux dictionnaires, et bourré d'humour lui aussi ! Il faut voir Larbaud évoquer Aulu-Gelle en personne, lorsqu'il appelle les traducteurs, les « verborum pensitatores », c'est-à-dire les « peseurs de mots » ! Et Larbaud d'ajouter : « *et même peseurs subtilissimi, nous, traducteurs, devons être* » !

Mais revenons à Quiroga, car on ne peut en terminer avec lui sans signaler que ses *Contes* rassemblent quinze très courtes nouvelles — la plupart ne dépassent pas six ou sept pages — qui, influencés par Edgar Poe et Maupassant, n'en n'ont pas moins un style très personnel. Dans ces récits très modernes, remarquablement bien construits, Quiroga montre une maîtrise du suspens, absolue.

De cette écriture froide, mesurée, à la simplicité effrayante, c'est lui qui donne la meilleure définition : « *J'ai lutté pour que le conte n'ait qu'une seule ligne, tracée d'une main certaine du début jusqu'à la fin. Aucun obstacle, aucun ornement, aucune digression, ne devait venir relâcher la tension du fil. Le conte est une flèche soigneusement pointée, qui part de l'arc pour aller directement donner dans le mille.* »

Ajoutons enfin que la forêt tropicale est un des personnages importants de ces contes très cinématographiques, et cela sera peut-être suffisant pour comprendre qu'il serait très triste de rater ce livre !

*La Felicidad Ah ! Ah ! Ah !* d'Alfredo Bryce Echenique, éditions Luneau-Ascot, 69 F, rassemble aussi, sous ce titre ironique, neuf nouvelles traduites de l'espagnol. La couverture est particulièrement laide, mais tant pis, ce n'est pas grave, l'intérieur est trop savoureux ! La seule arme du héros, qui est pauvre, brisé par l'exil, atteint de diarrhées épouvantables, c'est l'humour. Un humour plutôt grinçant bien sûr, posé comme un regard d'une lucidité perçante

sur un monde cauchemardesque. Les titres en eux-mêmes sont déjà à eux seuls un poème : *Pépi Monkey et l'éducation de sa sœur... A l'eau, canards ! ... Et merde pour le monde entier, dit-il...*

Bryce Echenique y peint à merveille le cauchemar et le délire. Ainsi Sévilla ne peut atteindre ses chiottes, alors qu'il éprouve un besoin urgent, car des dizaines de touristes font soudain la queue devant, comme s'il s'agissait de WC publics !

Luisa Futoransky, née en Argentine en 1939, choisit, elle, de décrire avec le même humour, un univers proche à certains égards, mais pourtant bien différent puisque tout à fait réel : la ville de Pékin, où les hasards de la vie l'ont fait échouer. Elle travaille à Radio-Pékin et, depuis son arrivée, tient un journal. Ce journal sans dates, c'est *Chinois, chinoiseries*, Actes-Sud, 79 F. Elle y raconte donc tout et rien, avec un humour féroce, une tendresse adorable.

Elle décrit pêle-mêle la frénésie qui s'empare des Chinois au Nouvel An, quand la grande affaire du moment devient la vente des calendriers et l'herbe qu'on peut se procurer si facilement parce qu'elle pousse en toute liberté dans un parc qui s'appelle la Colline parfumée ; elle brosse un tableau extraordinaire du marché aux oiseaux, brusquement fermé. « *On m'a dit que le marché aux oiseaux avait été fermé parce qu'avec l'augmentation et la prolifération des oiseaux, la consommation de graines augmentait elle aussi et que le gouvernement ne voyait pas cela d'un bon œil. On m'a dit que le marché aux oiseaux avait été fermé parce qu'on y spéculait beaucoup : qu'un oiseau devait coûter deux yuans alors qu'on les vendait jusqu'à dix yuans, ce qui était inadmissible. Dorénavant, les oiseaux se vendront dans les magasins d'Etat.* » Elle s'interroge sur le mystère de lois draconiennes : « *Par exemple, d'où vient la coutume de ramasser les feuilles mortes seulement le mardi ?* »

Elle épingle au passage le style de Radio-Pékin dont elle donne des échantillons vraiment cocasses. Bref, ses démêlés avec la bureaucratie, ses dons d'observation, la simplicité, la douceur et l'autodérision avec laquelle elle parle de ses amours perdues ou présentes, ont quelque chose de poignant et de tendre qui donne envie de rencontrer Luisa.

Et pour la bonne bouche : « *le Neveu de Wittgenstein*, Gallimard, 58 F. Thomas

Bernhard y poursuit son autobiographie commencée avec *Un enfant*. Fils d'un cultivateur autrichien, il y évoquait son grand-père anarchiste, ses journées d'école buissonnière, la découverte du nazisme et de la guerre. Dans *le Neveu*, il ne nous épargne rien de sa maladie ni de ses angoisses. Et le miracle, c'est que c'est sublime, c'est que c'est triste et drôle à pleurer. La séance de la remise du prix littéraire est inoubliable.

« *Accepter un prix, cela ne veut rien dire d'autre que se laisser chier sur la tête... Car un prix est toujours décerné par des gens incompetents qui veulent vous chier sur la tête, et qui vous chient copieusement sur la tête.* » Après ce soliloque, il se résoud pourtant à aller recevoir son prix, mais furieux contre lui-même de sa faiblesse, il se cache dans la salle alors que tous les personnages officiels l'attendent. Quand il monte enfin sur l'estrade où les honneurs lui sont réservés, il se fait engueuler par le ministre qu'il méprise, et fuit l'Hôtel de ville, pour, à la sortie, se faire rattrapper par son meilleur ami qui l'apostrophe en ces termes : « *Tu t'es laissé utiliser ! Ils t'ont chier sur la tête !* »

Ajoutons à cette sélection les excellentes nouvelles de Pirandello (Gallimard), dont les frères Taviani se sont inspirés pour le film *Kaos* et *le Pleure-misère* de O'Brien, splendidement illustré par Ralph Steadman aux Editions Le Tout sur le tout, 98 F.

Sophie Goukett



## POLOGNE

# La dictature présente la note aux travailleurs

*Incapable de maîtriser les investissements dont le « boom » aggrave le déficit budgétaire, le gouvernement du général Jaruzelski prépare une nouvelle augmentation des prix des produits alimentaires et tente de prolonger la durée du travail.*

*La direction nationale de Solidarnosc appelle à une journée de protestation le 28 février. Et le pouvoir multiplie les manœuvres d'intimidation. Trois dirigeants du syndicat viennent ainsi d'être inculpés.*

Une nouvelle fois, l'année commence en Pologne par une annonce des augmentations importantes des prix des produits alimentaires. Cela tient du leit-motiv : après une hausse des prix alimentaires qui a vu grimper leur indice à 262,8 en 1982 (base 100 en 1981), puis une nouvelle vague de hausses en janvier 1984 (10 à 80 % en plus selon les produits), sans même parler des augmentations de prix qui n'ont pas été annoncées, bref, chaque année commence avec son train de hausses.

Cette fois, la justification officielle de la hausse est le « retour à l'équilibre du marché » qui doit permettre de supprimer le rationnement des semoules, de la farine, du beurre, des graisses et du sucre. Selon les prévisions de l'Office des prix — largement mises en doute y compris dans la presse économique officielle — l'augmentation prévue des prix aura pour conséquence de diminuer le pouvoir d'achat d'une famille ouvrière moyenne d'environ 11 % d'un coup. Selon les calculs effectués de son côté par le Conseil des prix officiel nouvellement mis en place, le pouvoir d'achat de familles pauvres baissera du double de celui des familles riches... Tout un programme !

## Travaillez plus, gagnez moins...

De nouveau, comme en 1984, le gouvernement répond par le cynisme aux protestations — dont se font écho même les fonctionnaires des pseudo-syndicats gouvernementaux. Ainsi, à Szczecin, lors d'une réunion de « consultation » du projet des hausses (une centaine de présents pour trois mille cinq cents travailleurs dans l'usine, ce qui, selon le reporter présent, était une réussite comparativement aux autres réunions de ce type !), le ministre des Prix, Z. Krasinski, a expliqué que ceux qui sont sensibles à la baisse de leur pouvoir d'achat « n'ont qu'à gagner plus, en fournissant plus d'efforts, en travaillant le week-end et de nuit sans prendre de vacances ou de congés maladie injustifiés ». La remise en cause de la journée de huit heures (un acquis des travailleurs qui date en Pologne de 1918 !) est, en effet, le second volet de l'opération gouvernementale en cours.

C'est donc un nouveau volet de l'attaque à répétitions contre le niveau de vie et les conditions de travail entamée en 1982 que présente aujourd'hui la dictature du général Jaruzelski.

## L'anarchie des investissements

Ces nouvelles coupes dans la consommation des ménages sont le reflet de la faillite de la politique économique de la junte. Bien que la production a enregistré en 1984 une croissance de l'ordre de 5 % (après une croissance de même ordre en 1983 et une baisse de l'ordre de 30 % en

1979-1982), due avant tout à de nouveaux et immenses investissements, le déséquilibre de l'économie s'est aggravé : la croissance moyenne est le produit du développement de la production dans les secteurs où celle-ci dépassait déjà les besoins sociaux. Le développement s'est fait au détriment des secteurs socialement prioritaires. En 1984 encore, les investissements se sont accrus de 12,5 %, bien que le plan prévoyait leur diminution de 8,1 % par rapport à leur niveau de 1983. Et pour une très large part, il s'agit d'investissements dans des secteurs où les capacités de production existantes ne sont utilisées qu'à 50-60 %. Comme le note l'hebdomadaire économique officiel *Zycie Gospodarce* : « Les tentatives de mettre de l'ordre sur le front des investissements... n'ont pas donné, comme chacun le sait, de résultats, essentiellement à cause de l'action de divers groupes de pression. »

La direction bureaucratique actuelle, malgré la militarisation de l'économie, est incapable d'imposer la réalisation des plans et d'assurer le contrôle des investissements et donc du processus d'accumulation. Cette



## Répression contre Solidarnosc

Emprisonnés à nouveau ! Trois militants de Solidarnosc ont été inculpés et incarcérés dans la prison de la rue Rakowiecka à Varsovie. Leur crime ? Avoir participé avec quatre autres de leurs camarades à une rencontre avec Lech Walesa. Grottesque ! Mais derrière ce prétexte fallacieux, ce que la bureaucratie leur reproche, c'est l'appel à un quart d'heure de grève lancé pour le 28 février par la direction clandestine de Solidarnosc et Lech Walesa.

Wladyslaw Frasyniuk (ancien président du syndicat de Basse-Silésie),

Bogdan Lis (ancien dirigeant syndical de Gdansk) et Adam Michnik (ancien animateur du KOR) sont des otages. Leur emprisonnement doit, aux yeux du pouvoir bureaucratique, faire hésiter les travailleurs qui se préparent à la grève.

Face à cette nouvelle attaque anti-ouvrière de la junte polonaise, nous devons manifester notre solidarité avec les inculpés. Ecrivez-leur à l'adresse suivante :

Frasyniuk, Lis, Michnik : Areszt Sledczy, ul. Rakowiecka, Varsovie, Pologne.

incapacité lui impose chaque année de nouvelles coupes dans les salaires et les dépenses des ménages. Et de telles coupes ne peuvent que freiner les tentatives de « normalisation » sociale et politique entreprises par ailleurs. Le mécanisme est simple : si les dépenses d'investissement dépassent toutes les prévisions, si donc l'accumulation s'accroît, il faut baisser d'autant la consommation. C'est ce que la presse économique officielle admet (en contradiction avec les justifications sur l'équilibre du marché données par ailleurs) : « ...la proposition de l'Office des prix semble avoir été le produit du... ministre des Finances. Car le point de départ et d'arrivée est la réduction du déficit budgétaire. Ce fait, à lui seul, montre que la fonction d'équilibre du marché a été repoussée à l'arrière-plan » (*Zycie Gospodarce* du 27 janvier 1985).

L'an dernier, la direction clandestine du

syndicat (TKK) n'avait pas pris d'initiative centrale contre la hausse des prix, ce qui a freiné la riposte ouvrière et a condamné les grèves qui ont éclaté à l'isolement. La TKK appelle, cette fois, à une journée nationale de protestation. Le point culminant de cette journée devrait être un arrêt de travail généralisé de 15 minutes le 28 juillet à 12 heures. S'il est bien sûr impossible de prévoir si cet appel sera suivi, il faut noter que ce changement de tactique de la TKK vise l'expression d'un très large mécontentement des travailleurs dans le pays.

## Solidarnosc appelle à la riposte

Les manifestations après l'assassinat du prêtre contestataire, Jerzy Popieluszko, par la police ont été très massives. Le rapport confidentiel d'un membre du comité central du parti devant les cadres de son organisation à Lodz est clair : « Durant les cérémonies d'enterrement de Popieluszko, Varsovie a été une ville morte, les écoles n'ont pas travaillé contrairement aux instructions, l'absentéisme a été généralisé dans les entreprises. » Mais d'autres faits témoignent également de l'approfondissement de l'opposition au régime : ainsi, dans la région de Wroclaw, dans la fabrique de camions de Jelcz, un nouveau syndicat clandestin a vu le jour — il s'agit du « Conseil clandestin de syndicats de branche » qui a annoncé qu'il collaborera avec Solidarnosc, à Varsovie ce sont les syndicats « autonomes » qui ont réapparu clandestinement, en publiant le premier numéro de leur organe, *Warianty*. Or, les syndicats dits « de branche » et « autonomes » étaient les deux centrales mises en place par la bureaucratie en automne 1980 pour faire concurrence à Solidarnosc ! Bien que très réduits numériquement et sans réelle influence en 1980-1981, ces organisations devaient tant bien que mal servir de courroie de transmission de l'appareil bureaucratique dans la classe ouvrière. Leur « passage à la clandestinité » a une valeur avant tout symbolique : il témoigne du rétrécissement de la base sociale de la dictature.

Face à cela, le gouvernement répond par l'accroissement de la répression : condamnation de l'ancien vice-président de Solidarnosc, Andrzej Gwiazda, condamnation de Jozef Piniór, ancien dirigeant clandestin de Wroclaw, arrestation de sept anciens dirigeants de Solidarnosc qui ont rencontré ensemble Lech Walesa à Gdansk et inculpation de trois d'entre eux, menaces de mort « anonymes » contre Jozef Piniór... Autant de gestes dont le but est de rappeler aux travailleurs que la dictature tient encore et est prête à frapper.

Cyril Smuga